

la pauvreté



Des enfants au Togo. © ann doherty, foel

numéro 108

la nature, richesse des pauvres

l'importance des ressources naturelles
pour l'éradication de la pauvreté



Les Amis
de la Terre

Les Amis
de la Terre**amis de la terre***secrétariat international*

P.O. Box 19199
1000 GD Amsterdam
Pays-Bas
Tél: 31 20 622 1369
Fax: 31 20 639 2181
E-mail: info@foei.org
Site web: www.foei.org

les amis de la terre Friends of the Earth International (FoEI) est le plus grand réseau mondial d'organisations environnementales de base, rassemblant 71 groupes membres nationaux et plus de 5 000 groupes de militants locaux dans tous les continents. Avec environ un million et demi de membres et de sympathisants de par le monde, nous menons des campagnes sur les problèmes sociaux et environnementaux qui sont aujourd'hui les plus urgents. Nous mettons en question le modèle actuel de mondialisation économique et commerciale, et promovons des solutions favorables à la création de sociétés respectueuses de l'environnement et socialement justes.

les groupes des amis de la terre se trouvent dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Angleterre/Galles/Irlande du Nord, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Belgique (Flandres), Bolivie, Brésil, Bulgarie, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Corée, Costa Rica, Croatie, Curaçao (Antilles), Danemark, Ecosse, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grenade (Antilles), Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ancienne République Yougoslave de), Malaisie, Mali, Malte, Maurice, Népal, Nicaragua, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palestine, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République tchèque, Sierra Leone, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Togo, Tunisie, Ukraine, Uruguay.

(Pour obtenir les coordonnées de ces associations, contactez le Secrétariat international du FoEI ou visitez notre site sur la toile)

Publié en juillet 2005 à Amsterdam, Pays-Bas. ISBN: 90-0914913-9.

link

je m'abonne !

Pour vous renseigner sur les campagnes mondiales les plus urgentes en matière sociale et environnementale et y participer, abonnez-vous à la série de publications link des Amis de la Terre International [(A17)/foei/(Ad1)].

frais d'abonnement [4 numéros par an en moyenne, port compris]
particuliers et ONG us\$30
tiers monde / associations locales us\$15
entreprises us\$90

Pour le mode de paiement veuillez contacter le Secrétariat international de FoEI

équipe de rédaction Ann Doherty (Amis de la Terre International), avec Javier Baltodano (Amis de la Terre Costa Rica), Paul de Clerck (Amis de la Terre Pays-Bas), Janneke Bruil (Amis de la Terre International), Longgena Ginting (Amis de la Terre International), Ronnie Hall (Amis de la Terre Angleterre, Galles et Irlande du Nord), Juan López (Amis de la Terre International), Simone Lovera (Amis de la Terre International), Catherine Pearce (Amis de la Terre Angleterre, Galles et Irlande du Nord), Meena Raman (Amis de la Terre Malaisie), Farah Sofa (Amis de la Terre Indonésie) et Damian Sullivan (Amis de la Terre Australie).

design Tania Dunster, Kĭ Design, ki_designnl@yahoo.co.uk

imprimé par PrimaveraQuint, www.primaveraquint.nl

nous remercions Kirsten Neke et Marijke Torfs (Amis de la Terre International), Alberto Villareal et Karin Nansen (Amis de la Terre Uruguay), Tatiana Roa et Paula Alvarez (Amis de la Terre Colombie), Ruth Rosenhek (Rainforest Information Center, Australie), Lee Tan (Australian Conservation Foundation), Belmont Tchoumba et Handja Georges Thierry (Amis de la Terre Cameroun), Jok Jau (Amis de la Terre Malaisie), Eliás Díaz Peña (Amis de la Terre Paraguay), Ana María Vásquez (Amis de la Terre El Salvador), Raja Siregar (Amis de la Terre Indonésie), Adam Batty (Amis de la Terre Écosse), Jieun Kang (Iniciativa Amotocodie), Godwin Ojo (Amis de la Terre Nigeria), Mensah Todzro (Amis de la Terre Togo), George Awudi et Theo Anderson (Amis de la Terre Ghana), Hernán Verscheure (Amis de la Terre Chili), Rajen Awotar (Amis de la Terre Maurice), Jim Klingers (Amis de la Terre Pays-Bas), Sébastien Godinot (Amis de la Terre France), Yuri Onodera, Narita-san et Wada-san (Amis de la Terre Japon), Mira Edelstein (Amis de la Terre Moyen-Orient), Jessica Lawrence (Projet Bornéo), Olga Zakharova (Socio-Ecological Union International, Russie), Natalia Barannikova (Sakhalin Environment Watch), Eric Holt-Gimenez, Miguel Lovera, et l'équipe chargée des communications au Secrétariat des Amis de la Terre International.

la nature, richesse des pauvres

l'importance des ressources naturelles pour l'éradication de la pauvreté

préface: la nature, richesse des pauvres	4
première partie introduction	5
le sens de la pauvreté pour les Bagyeli les quin-quen obtiennent des droits sur les arbres et les pignons sobre árboles y piñones en chile	7 8
deuxième partie la pauvreté et les ressources naturelles	9
les forêts menacées	12
les communautés forestières du sarawak dressent la carte de leurs droits	13
les communautés prennent bon soin des forêts	14
verdir le désert mongol	14
les pêcheries en crise	15
le meilleur poisson est pêché sur place le commerce mondial sème la pauvreté dans le littoral togolais	16
l'élevage de crevettes menace les droits de pêche au delta du nigerr	16
amélioration de l'élevage de crevettes à Java	17
la tragédie de l'eau	18
le partage de l'eau	18
troisième partie le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté	19
la libéralisation du commerce : le mythe du "ruissellement" de la richesse	21
"verdir" les entreprises pour maintenir le statu quo	22
l'échec de l'aide au développement	23
sakhaline rend malades les poissons et les gens	23
le grand barrage de nam theun	24
mauvaise nouvelle pour les agriculteurs laotiens	24
la privatisation met la nature en vente	26
l'agriculture industrielle ne nourrit pas les pauvres	27
bogotá : une ville sans faim ?	27
les objectifs du millénaire sont encore loin	30
quatrième partie comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté	31
gestion des ressources de base communautaire	33
le travail durable contribue à l'harmonie dans le nord du ghana	33
les plantes médicinales créent des emplois et atténuent la pauvreté	34
l'autodétermination de la communauté sur l'île paradisiaque d'atauro	35
des solutions anciennes aux maux de tête actuels	36
la promotion des plantes médicinales au paraguay	36
construction de maisons de fond en comble	36
la lutte pour les droits environnementaux	37
les communautés des mines de charbon écossaises recherchent la justice environnementale	37
apprendre ce qu'est la pauvreté – les ayoreo du paraguay sont forcés d'abandonner leur isolement	38
les droits fonciers favorisent l'autonomie des katkari de l'inde	39
intégrer le genre aux stratégies pour l'éradication de la pauvreté	40
nouvelles capacités environnementales	40
pour les jeunes femmes	40
des femmes gardes forestiers dans une réserve de tigres	41
énergie renouvelable et justice climatique	42
combustion propre en argentine	42
sortir à vélo de la pauvreté	43
une communauté malaise éclaire le chemin à l'énergie renouvelable	44
la souveraineté alimentaire et l'agriculture durable	45
vers la souveraineté alimentaire sous	45
la conduite des agriculteurs	45
la protection des variétés locales pour l'agriculture familiale	46
l'annulation de la dette extérieure et la reconnaissance de la dette écologique	47





la nature, richesse des pauvres

meena raman, présidente des amis de la terre international, malaisie



La pauvreté est la honte et le scandale de notre ère. En ce début du 21^e siècle, plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent dans la pauvreté extrême. Environ 25 millions de personnes meurent de faim chaque année, et encore un milliard manquent d'eau potable. Presque la moitié des Africains vivent avec moins d'un dollar par jour. Ce sont là des chiffres stupéfiants ; pourtant, ceux qui croient qu'il est possible d'éradiquer la pauvreté en quelques décennies sont de plus en plus nombreux.

Les Amis de la Terre International, en tant qu'organisation environnementaliste, font campagne pour protéger les forêts, les terres agricoles, les pêcheries, les zones humides, les fleuves et le climat qui, tous, sont à la base des moyens de subsistance des communautés et des individus. En effet, quelque 70 pour cent des pauvres du monde vivent dans des zones rurales et dépendent de leur environnement pour leur survie quotidienne.

Il existe un lien direct et essentiel entre la dégradation de l'environnement et la pauvreté en milieu rural. En outre, nos groupes locaux et les populations avec lesquelles ils travaillent sont témoins que la mondialisation économique néolibérale a accru la dévastation environnementale et la pauvreté chez ceux qui dépendent des ressources naturelles. Dans la présente publication, nous illustrerons le cercle tragique que dessinent la surexploitation de l'environnement, la perte de l'autonomie culturelle, économique et politique, l'inégalité, la famine et la pauvreté.

Nous regarderons aussi le bon côté des choses, et fournirons la preuve vivante que les communautés du monde sont capables de mener des vies dignes, riches et épanouissantes quand les

ressources naturelles sont à leur charge. La population rurale, en particulier les femmes et les peuples autochtones, ont souvent des rapports symbiotiques de longue date avec leur environnement. Pour beaucoup d'entre eux, et surtout pour ceux que l'on considère comme 'pauvres' dans le sens économique du terme, une vie épanouissante dépend de bien autre chose que l'argent ou les possessions. Elle dépend de leur accès aux ressources naturelles, de la possibilité d'en avoir le contrôle et de participer à la prise de décisions concernant ces ressources.

Nous ne prétendons pas avoir toutes les solutions au problème de la pauvreté, mais nous pouvons offrir quelques informations indispensables au sujet des rapports qui existent entre l'environnement et les moyens de subsistance durables. Pour combattre la pauvreté et l'injustice, notre démarche consiste à fournir un fort soutien à ceux qui, au niveau local, proposent des modèles de développement alternatifs. De même, nous luttons pour la redistribution des ressources et des richesses, par le biais de mesures telles que la reconnaissance de la dette écologique historiquement contractée par le Nord à l'égard du Sud. Simultanément, nous pressons les institutions financières internationales, les organes commerciaux, les entreprises et les gouvernements d'abandonner ces politiques dévastatrices de l'environnement et de la société, qui détruisent les richesses naturelles et suscitent la pauvreté humaine. Nous sommes persuadés que l'éradication absolue de la pauvreté, et non pas tout simplement son atténuation partielle, est le défi le plus important auquel l'humanité est aujourd'hui confrontée.

première partie | **introduction**



© ann doherly, fca



introduction

La pauvreté est un problème complexe qui présente des aspects multiples. Dans les discussions d'ordre politique on tend à mettre l'accent sur les aspects monétaires de la pauvreté, alors que beaucoup d'autres facteurs y jouent également un rôle crucial : l'accès aux ressources naturelles, à la terre et au contrôle de celles-ci, l'emploi, la santé, l'alimentation, l'éducation, l'accès aux services, les conflits, le pouvoir politique, l'inclusion sociale.

Ainsi, la pauvreté est non seulement un problème économique, mais un problème social, politique et environnemental. D'après le Rapport sur le Développement 1997 des Nations unies, du point de vue du développement humain, 'la pauvreté est la dénégarion des choix et opportunités de vivre une vie tolérable'. Dans la présente publication, nous allons nous centrer sur les causes de la pauvreté en milieu rural, et montrer comment les communautés sont en train de protéger leurs moyens de subsistance et leur environnement naturel en faisant leurs propres choix et en créant leurs propres opportunités.

Les études de cas qui figurent dans cette publication montrent bien que la pauvreté peut signifier beaucoup de choses, depuis l'absence d'une espèce d'arbre particulière, comme dans le cas des Pehuenche du Chili (voir page 8), jusqu'aux restrictions imposées à la chasse de gibier de brousse, comme dans le cas des 'pygmées' bagyeli du Cameroun (voir page 7). Les solutions pour l'éradication de la pauvreté sont donc, elles aussi, très diverses, et comprennent aussi bien les initiatives prises au Ghana pour que les femmes se prennent en charge et deviennent des entrepreneurs (voir page 40), que la culture de plantes médicinales au Paraguay et à El Salvador (voir pages 36 et 34).

Les institutions financières internationales et les gouvernements sont en train d'apprendre à parler concrètement de l'atténuation de la pauvreté, et les mouvements récents vers l'annulation de la dette, s'ils manquent de la portée nécessaire, sont malgré tout un premier pas très important qu'il aurait fallu donner depuis longtemps. Il n'en reste pas moins que l'élimination de la pauvreté et de la famine est en contradiction avec le modèle économique actuel, favorable à la croissance et au développement, et que seule une refonte structurelle totale permettra de s'acheminer vers des sociétés justes où les populations rurales pourront prospérer dans leur propre milieu.



le sens de la pauvreté pour les Bagyeli [les amis de la terre cameroun]

Les 'pygmées' bagyeli qui habitent le parc national de Campo Ma'an, dans le Sud-Ouest du Cameroun, ont pourvu à leurs besoins, des siècles durant, en mettant à profit leur profonde connaissance de la faune et la flore de la forêt environnante. Traditionnellement, ils ont survécu grâce à la chasse, la pêche et la cueillette de miel, de fruits, d'ignames sauvages, de chenilles et d'escargots. Lorsqu'ils suivent une bête à la trace, ils se recouvrent d'une poudre faite avec l'écorce du moabi, pour se camoufler. Naguère encore nomades, ils s'abritaient dans des huttes provisoires faites de branches et de feuilles. Bien qu'une poignée de Bagyeli suivent encore les traditions de leurs aînés, l'abattage intensif, l'agriculture et un oléoduc qui traverse leur territoire ont menacé leur mode de vie traditionnel, ainsi que celui d'autres groupes pygmées.

En 2000, le Document stratégique du Cameroun pour la réduction de la pauvreté a été approuvé par la Banque mondiale ; de ce fait, le pays est éligible pour l'exonération de la dette. Pourtant, les Amis de la Terre Cameroun ont soulevé le problème que ce document stratégique n'a pas tenu compte de l'avis des peuples autochtones et tribaux tels que les Bagyeli, et qu'il ne traduit pas la perception de la pauvreté qu'ont ces peuples ni leurs aspirations en matière de développement.

Les gens de l'extérieur peuvent considérer que les Bagyeli sont très pauvres. Ils n'ont pratiquement pas de possessions matérielles, ils ont peu ou pas d'argent et, souvent, ils n'ont pas de

"Si vous ne récoltez pas de fruits, vous n'avez pas de savon ; si vous n'allez pas pêcher, vous ne pouvez pas manger de sel ; si vous ne cultivez pas de plantains pour les vendre, vous ne pouvez pas acheter de vêtements. Je suis sale et nu parce que je ne fais rien de tout cela. On m'a déjà interdit d'entrer dans la forêt."

Un Bagyeli autochtone, Cameroun.

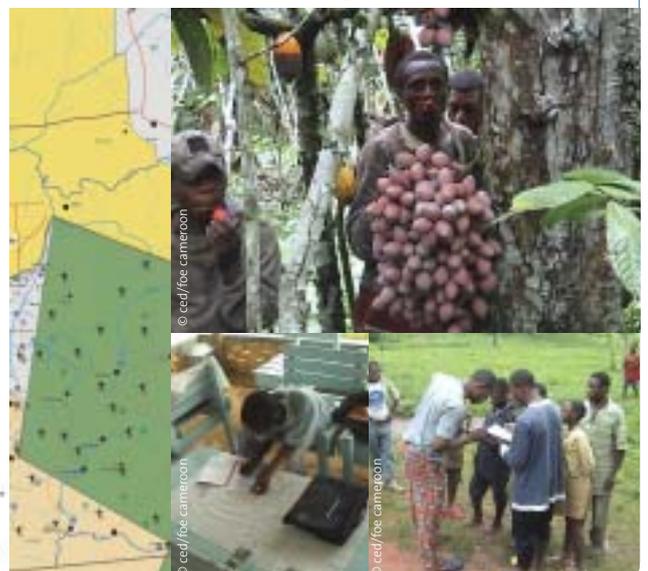
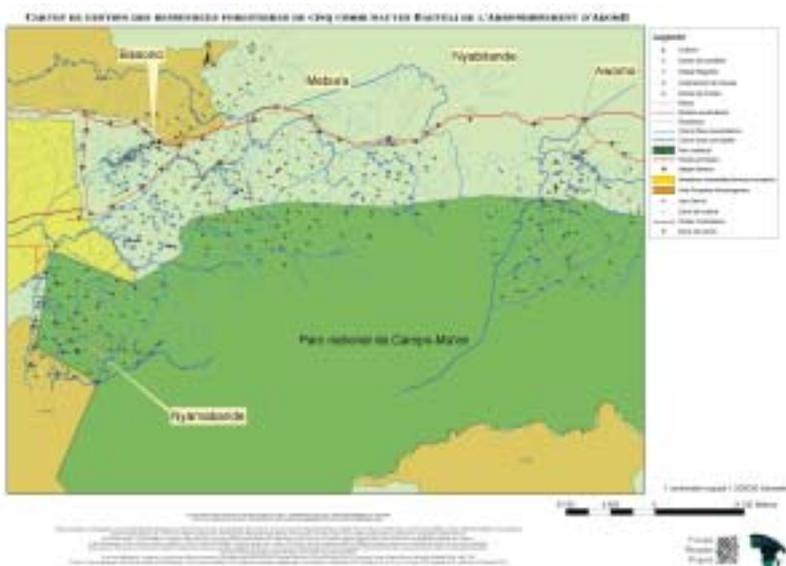
foyer permanent. Cependant, pour les membres de ces peuples l'un des indicateurs de richesse les plus importants est leur possibilité d'accéder à la forêt et à ses ressources, et leur degré de participation à la prise de décisions concernant leurs moyens de subsistance. Pour les Bagyeli, la limitation de leur accès à la forêt porte atteinte à leurs moyens de vie traditionnels et les condamne à la marginalisation, à la discrimination et à l'appauvrissement.

Dès le début, le parc national de Campo Ma'an, créé par le gouvernement pour compenser les dégâts environnementaux provoqués par l'oléoduc Tchad-Cameroun, a mis en danger la sécurité alimentaire et la survie même des Bagyeli, en raison des restrictions qu'il a imposées à leurs activités de chasse. La zone est célèbre pour sa remarquable diversité biologique : elle comprend environ 390 espèces d'invertébrés, 249 espèces de poissons, plus de 80 espèces d'amphibiens, 122 espèces de reptiles, 302 espèces d'oiseaux et quelque 80 espèces de mammifères grands et moyens, que plusieurs générations de peuples autochtones et locaux ont conservées et gérées de façon durable.

Depuis 2003, les Amis de la Terre Cameroun, le Forest People's Project et la Rainforest Foundation ont aidé les Bagyeli à documenter leur utilisation de la forêt et de ses ressources au moyen de ce qu'on appelle la 'cartographie participative'. Cette cartographie participative, très répandue chez les communautés autochtones d'Amérique latine et du Sud asiatique, comporte la collecte, par des cartographes désignés par la communauté, d'informations détaillées concernant le territoire, ses caractéristiques et ses ressources. Les cartes qui en résultent montrent clairement l'importance que revêtent la forêt et ses produits dans les stratégies de subsistance des populations autochtones du Cameroun.

Para los Bagyeli, la creación de áreas protegidas en sus territorios ancestrales viola sus derechos individuales y colectivos, marginándolos y empobreciéndolos. Consideran que cualquier estrategia de reducción de la pobreza propuesta por el gobierno o por financiadores externos debe incluir su participación, y debe basarse en su derecho colectivo al acceso a la tierra y los recursos del bosque.

Cartographie participative au Cameroun.





* les quin-quen obtiennent des droits sur les arbres et les pignons [les amis de la terre chili]

L'araucaria peut vivre plus de 2 500 ans ; il figure donc parmi les espèces d'arbres dont la durée de vie est la plus longue. Il est non seulement essentiel mais sacré pour les Pehuenche amérindiens, dont le régime alimentaire inclut les pignons de cet arbre depuis des temps immémoriaux. Dans leur langue maternelle, 'pehuen' veut dire araucaria, et 'pehuenche' désigne donc 'les gens de l'araucaria'.

En 1987, pendant la dictature militaire, les membres de la communauté pehuenche Quin-Quen ont été scandalisés par l'adoption d'une loi qui autorisait l'abattage des araucarias. Cette loi, poussée par les entreprises forestières avides d'exploiter les ressources de la forêt, mettait en péril les forêts anciennes jusque-là protégées.

Les leaders communautaires ont contacté CODEFF / Les Amis de la Terre Chili pour leur demander de les aider à constituer un réseau d'organisations environnementales et sociales pour la défense de l'araucaria. En 1990, au retour de la démocratie, les Quin-Quen, soutenus par un mouvement de citoyens, ont finalement obtenu que cette essence soit protégée.

Pourtant, les terres des Quin-Quen appartenaient maintenant, officiellement, aux mêmes entreprises forestières qui étaient allées contre la protection légale de l'araucaria. Pour se venger du triomphe de la communauté contre le commerce d'arbres anciens, les entreprises ont essayé l'expulser les

Pehuenche de leur territoire ancestral. Cette fois encore, les populations autochtones ont demandé de l'aide aux organisations de la société civile. Finalement, elles ont remporté leur deuxième victoire en 1992, lorsque le gouvernement est intervenu pour acheter les terres en dispute et transférer les titres de propriété aux Quin-Quen et à d'autres communautés autochtones.

Cette circonstance inattendue a permis aux Pehuenche de concevoir et de mettre en oeuvre des projets de développement de base communautaire, destinés à améliorer leurs conditions de vie. Avec l'aide des Amis de la Terre Chili, une école bilingue et un dispensaire ont été installés, ainsi qu'un entrepôt pour les pignons qui sont l'une des principales sources de revenus des Pehuenche.

En reprenant la maîtrise de leurs terres, les Pehuenche ont pu également accéder au lenga (*Nothofagus pumilio*), une essence qui pousse à côté de l'araucaria et qui, bien gérée, possède un grand potentiel commercial. À présent, ils sont en train de définir un plan à long terme pour construire avec ce bois des abris pour le bétail élevé par la communauté ; cela leur permettra d'améliorer leur niveau de vie. Il faut espérer que les Pehuenche réussiront à garder longtemps le contrôle de leurs ressources naturelles, en les gérant de manière à servir leur propre intérêt et à générer des bénéfices écologiques et financiers pour l'ensemble de la communauté.

École bilingue pour les enfants quin-quen.

deuxième partie | la pauvreté et les ressources naturelles



© ann doherly, fcei



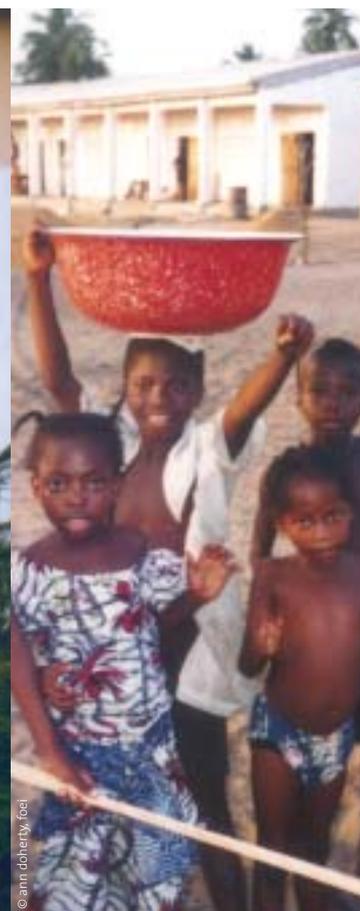
© Friends of the earth togo



© ann doherly foel

introduction

La dégradation de l'environnement est l'une des causes principales de la pauvreté chez les populations rurales du monde. L'exploitation des ressources naturelles, déclenchée par la colonisation et pratiquée par les entreprises du Nord dans les pays du Sud, a catalysé une intervention permanente des gouvernements du monde industrialisé dans les systèmes politiques des pays riches en ressources. En outre, les régimes corrompus et répressifs de beaucoup de pays ont profité de ces arrangements néocolonialistes, aux dépens des citoyens et des environnements locaux. Les habitants des pays riches industrialisés et des élites du Sud attisent encore, par leur consommation excessive, une telle exploitation des gens et des ressources naturelles.



© ann doherly, foel

Tandis que certains leaders politiques hésitent sur la manière de s'attaquer à la crise de la pauvreté (et que d'autres se demandent s'il faut le faire), les inégalités ne cessent de s'accroître au niveau mondial. De nombreuses études, dont le rapport 2004 de l'Organisation internationale du travail, montrent que l'écart entre le revenu des pays riches et celui des pays pauvres est en train de s'élargir. Aujourd'hui, sur cette planète habitée par six milliards de personnes, un milliard dispose de 80 pour cent de la richesse mondiale tandis qu'un autre milliard se débat pour vivre avec un dollar par jour.

Pendant longtemps, les 'experts' du développement ont affirmé que les pauvres sont les principaux responsables de la destruction de leur environnement, à mesure qu'ils sombrent de plus en plus dans la pauvreté. Cette croyance persiste encore, bien que l'expérience de plusieurs siècles montre que les peuples autochtones et les communautés locales sont tout à fait capables de vivre en harmonie avec la nature. De nombreuses personnes qui sont parmi les plus pauvres du monde dépendent absolument, pour leur subsistance, d'une nature intacte, dont ils tirent la nourriture, le logement, l'énergie, l'eau, les médicaments et les revenus. C'est lorsque leurs pratiques traditionnelles d'aménagement des ressources sont perturbées, que ce soit par la

dévastation, la surexploitation, la privatisation ou l'impossibilité d'y accéder, qu'elles peuvent se voir obligées de gagner leur vie de manières moins respectueuses de l'environnement, pour subsister elles-mêmes et nourrir leurs familles.

Les sociétés transnationales, avec l'appui de leurs alliés gouvernementaux et le soutien des accords de commerce et des institutions financières internationales, sont les principales coupables de la destruction des ressources naturelles et des moyens de subsistance. Elles encouragent l'adoption de politiques et de technologies inappropriées (les grands barrages, l'agriculture intensive, l'extraction de bois pour l'exportation, la pêche commerciale, les opérations pétrolières, gazières et minières) qui exercent une énorme pression sur l'environnement et sur les ressources naturelles. Les modes de consommation absolument inviables des populations aux revenus les plus élevés contribuent à cette spirale descendante : davantage de ressources naturelles sont expropriées, augmentant la pauvreté de ceux qui dépendent de ces ressources. De surcroît, les environnements dégradés sont moins productifs, plus vulnérables aux catastrophes naturelles comme les inondations et la désertification, et donc moins aptes à nourrir les gens qui en sont tributaires.



deux la pauvreté et les ressources naturelles

les forêts menacées

Le Centre pour la recherche forestière internationale a calculé que 100 millions de personnes dépendent des forêts pour l'obtention des éléments indispensables à leur survie, qu'il s'agisse d'aliments, de bois de feu, de médicaments, de viande de brousse, de compost pour l'agriculture, de logement ou de revenus. Or, la moitié des forêts du monde ont déjà disparu, le déboisement se poursuit sans relâche, et la santé des forêts qui restent décline rapidement.

Les forêts sont soumises à beaucoup de pressions, mais la menace principale pour elles est représentée par l'expansion des grandes monocultures de soja, de palmier à huile et d'arbres pour l'industrie papetière. L'accroissement de la production et du commerce de produits forestiers est l'une des principales causes sous-jacentes de la déforestation ; ce développement est provoqué à son tour par l'augmentation de la consommation, en particulier dans les pays les plus riches. Le papier, la pâte de papier et le contre-plaqué sont les produits qui se développent le plus rapidement ; en termes de valeur économique, ils détiennent la part du lion dans le marché forestier. La consommation de bois est loin d'être distribuée de manière homogène : en 2000, plus de la moitié du bois d'œuvre industriel et 72 % du papier produits dans le monde ont été

consommés par 22 % de la population du monde, qui habite aux États-Unis, en Europe et au Japon.

Entre la dégradation des forêts et la pauvreté des hommes, le lien est évident. Les Amis de la Terre Costa Rica ont documenté la forte corrélation qui existe entre la pauvreté rurale et la production de bois d'œuvre dans les forêts tropicales (Coecoceiba, 2003). En Malaisie, l'exploitation forestière à grande échelle pratiquée au cours des dernières décennies a ruiné la santé, les fleuves et les moyens de vie des communautés autochtones des forêts (voir page 13). Les Katkari de l'Inde ont été obligés d'apprendre à cultiver la terre, une fois que leur forêt natale a disparu par suite de la colonisation, les laissant exposés à la malnutrition et à la famine (voir page 39).

La destruction des forêts ne menace pas seulement les moyens de vie des gens : elle rend aussi les communautés vulnérables aux catastrophes naturelles. Il est bien connu que la dévastation provoquée en Amérique centrale par l'ouragan Mitch en 1998 aurait été bien moindre si les régions affectées n'avaient pas été aussi déboisées. De même, le tsunami qui a ravagé l'Asie en 2004 aurait eu des effets moins dévastateurs pour les communautés et les écosystèmes du littoral si les mangroves et les forêts côtières avaient été intactes.



les communautés forestières du sarawak dressent la carte de leurs droits [les amis de la terre malaisie]

Les communautés autochtones du Sarawak ont longtemps bataillé contre le gouvernement national pour avoir permis l'abattage, les plantations et la construction de barrages dans leurs terres coutumières. L'exploitation forestière abondamment pratiquée en Asie depuis les années 1960 a provoqué la perte d'un tiers du couvert forestier de ce continent, mettant en péril la diversité biologique et les moyens de subsistance des communautés. Les répercussions en ont été sévères pour les résidents : les inondations détruisent leurs récoltes et portent atteinte aux réserves d'eau et aux populations de poissons. En outre, les bénéfices économiques qui leur ont été promis sont, d'une manière générale, distribués de façon injuste, ce qui provoque des conflits et la dégradation des structures de gouvernance traditionnelles.

Vers la fin des années 1980, les communautés autochtones Penan ont protesté en dressant des barricades de bois en travers des routes utilisées par les entreprises forestières. Une centaine de Penan ont été arrêtés et détenus. La résistance a continué jusqu'au début des

années 1990 et réussi à obtenir de nombreuses promesses de la part du gouvernement, qui allaient de l'établissement de réserves forestières à la construction d'infrastructures, et des semences aux services médicaux.

Or, une décennie plus tard, les Penan sont plus pauvres que jamais, manquent de logements décents, subissent souvent la pénurie d'aliments et souffrent de mauvaise santé. Leurs fleuves sont envasés et pollués par les déversements de pétrole, par les produits chimiques utilisés pour la préservation du bois et par les ordures déchargées par les entreprises forestières. Leur nourriture de base – le gibier, le poisson, les fruits et le palmier sago sauvage – a presque disparu. Ils s'efforcent maintenant de s'adapter à la vie sédentaire et d'apprendre des techniques agricoles.

Le gouvernement n'ayant rien fait de significatif, en 2002 ils ont encore recouru aux barricades, pour adopter finalement une démarche différente : ils se sont associés à une ONG d'origine nord-américaine, le Projet Bornéo, dans le but d'examiner leurs terres et leurs

ressources et d'en dresser des cartes. Par la suite, ces cartes ont été digitalisées en utilisant le système d'information géographique GIS. Depuis, elles ont été utilisées comme support légal pour la défense des droits de la communauté au territoire qui est à la base de sa subsistance.

Les Amis de la Terre Malaisie ont coopéré avec les Penan à la mise en oeuvre de plusieurs activités génératrices de revenus qui ne comportent pas de risque pour les ressources forestières, y compris l'agro-foresterie et la production de bois à partir d'essences indigènes. Grâce à ces initiatives économiques, la communauté a pu accéder aux services éducatifs et médicaux. Depuis, la cartographie communautaire s'est répandue dans tout le Sarawak et a permis à de nombreuses populations forestières de remporter d'importantes victoires juridiques.



© simone lovera, foei
© foie malaysia



les communautés prennent bon soin des forêts

[walhi / les amis de la terre indonésie]

À Wonosobo, un district rural de Java, en Indonésie, vous pouvez voir de vos propres yeux que les forêts aménagées par la population sont en bien meilleur état que celles gérées par l'État. Les gens ont vécu dans ces forêts pendant des générations, vivant du riz, des fruits, des légumes et du bétail et vendant des produits comme le miel, la résine et les fibres pour obtenir des revenus supplémentaires.

Quand le gouvernement colonial avait à sa charge l'aménagement de la forêt de Wonosobo, il avait transformé la plupart des forêts des plaines en plantations et en monocultures agricoles. Les gens des lieux étaient embauchés pour travailler dans les plantations et produire du bois, mais ils n'avaient plus aucun contrôle sur les terres. Néanmoins, ils ont continué d'appliquer leur système traditionnel d'aménagement à quelques endroits de la

forêt et ils y ont développé un modèle agro-forestier très judicieux, où les membres de la communauté décident comment gérer les ressources, en tenant compte aussi bien des besoins économiques que des besoins environnementaux.

La différence est saisissante : tandis que la forêt communautaire est diverse et florissante, la forêt étatique est dégradée. Les gens de Wonosobo ont démontré que, pour peu qu'on leur en donne l'opportunité, les communautés locales sont capables de gérer non seulement la forêt mais l'ensemble de l'écosystème de la région.



© walhi/foe indonesia



verdir le désert mongol

[les amis de la terre japon, chine]

Les habitants de Horqin Sandy Land, en Mongolie intérieure, Chine, ont traditionnellement vécu de la terre, faisant paître leurs chèvres, leurs moutons et leurs bestiaux dans les herbages de la région. Or, le surpâturage et l'intensification de l'agriculture et du déboisement survenue pendant les dernières décennies par suite du boom démographique de la Chine ont exercé une pression excessive sur cette région. On estime que, chaque année, 2 500 kilomètres carrés de terres deviennent désertiques. À mesure que le sable sec et infertile vient remplacer les prairies, la population n'est plus à même de subvenir à ses besoins.

La désertification, qui détruit la base écologique de la subsistance des gens, est une des grandes causes de la pauvreté et de la famine dans le monde. De nos jours, un quart de la superficie terrestre de la planète est devenu désertique et un sixième de la population du monde en subit les conséquences. Beaucoup de

personnes sont obligées d'abandonner leurs terres et de rejoindre les rangs des réfugiés écologiques.

En réaction contre cet état des choses, les Amis de la Terre Japon ont commencé à travailler en 2001 avec un village de la région de Horqin Sandy Land, en un projet dénommé 'Verdir le désert'. En 2005, leur collaboration s'était déjà étendue à trois villages et à un lycée de la zone. Les activités qu'ils mènent conjointement incluent la plantation d'arbres et la protection des prairies pour qu'elles puissent se reconstituer.

Avec le temps, les prairies seront transformées en fermes et en pâturages où les gens pourront à nouveau nourrir leur bétail. Ils pourront également vendre de l'herbe fauchée pour se procurer de l'argent. On prévoit que dans 20 ans ils pourront compléter leurs revenus par la vente de rondins, tout en évitant une extraction d'arbres excessive.



© foe japan

© foe japan



deux la pauvreté et les ressources naturelles

les pêcheries en crise

La pêche a toujours été un important moyen de subsistance pour toutes les populations côtières du monde, et le poisson est la source principale de protéines pour des centaines de millions de personnes. La pêche a également une importance culturelle, le savoir dans ce domaine étant transmis d'une génération à l'autre.

D'autre part, la pêche à petite échelle est fondamentale pour beaucoup d'économies. Dans plusieurs pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, par exemple, l'exportation de dérivés du poisson produit surtout par les petites pêcheurs génère des revenus plus élevés que l'exportation de thé, de café ou de cacao. En outre, cette pêche artisanale contribue aussi à la durabilité, puisque 99 pour cent environ des ont une utilité commerciale ou sont consommés sur place.

Cependant, la subsistance des petits pêcheurs côtiers est maintenant menacée par l'écroulement des populations de poissons, dû surtout à la pêche à grande échelle pratiquée par des chalutiers commerciaux pour les marchés d'exportation. La pêche industrielle est fondée sur l'extraction non sélective ; de jeunes poissons et d'autres espèces non commerciales meurent et sont rejetés dans la mer. Dans les pêcheries

de crevettes du golfe du Mexique, par exemple, cette méthode gaspilleuse implique que l'on jette jusqu'à 90 pour cent des prises. Depuis 1982, la Convention de l'ONU sur le Droit de la mer (UNCLOS) reconnaît que les écosystèmes marins fragiles doivent être préservés et protégés contre la pêche intensive dans le but de conserver la diversité biologique des océans.

D'une manière générale, la tendance à la mondialisation économique et aux modèles commerciaux fondés sur les politiques néolibérales est en train de provoquer une forte réduction des droits d'accès des pêcheurs traditionnels. Les communautés côtières du Togo et d'autres endroits (voir page 16) sont incapables de concurrencer leurs rivaux équipés de technologies de pointe, et leurs marchés locaux sont envahis par des produits bon marché importés d'Europe. La transformation des mangroves en élevages de crevettes pour l'exportation, comme c'est le cas au Delta du Niger (voir page 16), pose d'énormes problèmes aux communautés locales qui dépendent de ces écosystèmes.



Le meilleur poisson est pêché sur place le commerce mondial sème la pauvreté dans le littoral togolais [les amis de la terre togo]

Les plages togolaises sont grouillantes d'activité au petit matin, lorsque les pirogues de bois sont poussées au large, et plus tard dans l'après-midi, quand on les tire à sec. Les femmes fument le poisson et le vendent sur la plage ou au marché local, comme l'on fait leurs parents et leurs grands-parents. Or, ces traditions sont maintenant en péril, et la faim et la pauvreté se répandent sur ces plages bordées de palmiers.

Il est absurde que 74 pour cent du poisson que l'on mange au Togo soit pêché en Europe du Nord, tandis que beaucoup de pêcheurs du littoral du pays ne peuvent plus vivre de la pêche. La famine se propage, car de nombreuses personnes n'ont plus les moyens d'acheter du poisson, leur source principale de protéines.

Le littoral du Togo et ses habitants subissent la menace des flottilles de pêche modernes venues du Nord de l'Europe, qui dominent la mer et épuisent ses ressources. Elles bénéficient des accords de commerce internationaux passés, par exemple, avec l'Union européenne, qui leur fournissent des subsides injustes favorisant les grandes opérations, aux dépens des moyens de subsistance des communautés côtières. Les gouvernements du Togo et d'autres pays d'Afrique occidentale sont tiraillés par des besoins contradictoires : le 'développement' et les revenus promis par ces accords commerciaux, et le besoin de protéger les ressources naturelles dont les gens dépendent pour leur survie.

Les Amis de la Terre Togo font campagne pour convaincre les Togolais d'acheter le poisson pêché sur place, au lieu du poisson

importé bon marché. En outre, ils sont en train d'apprendre aux pêcheurs locaux l'importance d'utiliser des filets différents, qui permettent aux jeunes poissons de retourner à la mer pour s'y multiplier plus tard. Ils conseillent de suspendre la pêche pendant certaines périodes, en général une semaine par mois pendant la pleine lune, pour que les populations de poissons puissent se reconstituer. Ils travaillent aussi avec les femmes de la région pour divulguer d'autres manières de fumer le poisson, en utilisant du bois recyclé plutôt que les arbres de la région ou le charbon. De leur côté, les organisations des Amis de la Terre de l'Europe font pression contre les politiques et les réglementations de l'Union européenne qui ne sont pas respectueuses de l'environnement et qui portent atteinte aux pêcheurs de l'Afrique occidentale.



l'élevage de crevettes menace les droits de pêche au delta du niger [les amis de la terre nigeria]

L'avenir de plus de 8 millions d'habitants du delta du Niger, dont la subsistance dépend de la pêche et de l'écosystème environnant, est en jeu en raison des menaces que représentent la pêche industrielle et l'élevage de crevettes. Ces personnes vivent dans des villages côtiers et des hameaux de pêcheurs situés dans les marais salins peuplés de mangliers du delta du Niger, qui sont la zone de reproduction de plus de 60 pour cent du poisson pêché le long de la côte occidentale de l'Afrique.

Les communautés côtières s'inquiètent de la diminution progressive de leurs prises, due à la pollution de leurs zones de pêche par des entreprises pétrolières comme Shell, et aux méthodes de pêche illégales pratiquées par des chalutiers clandestins. En violation de la législation nationale et locale, ces chalutiers pêchent des poissons de toutes les tailles et détruisent les filets et les pièges des gens du pays.

Les pêcheurs voient aussi avec crainte le projet de collaboration entre Shell et le

Programme des Nations unies pour le développement, qui concerne l'élevage industriel de crevettes dans le delta du Niger. Bien que les promoteurs du projet allèguent que leur objectif principal est d'atténuer la pauvreté des communautés de pêcheurs, celles-ci n'ont pas été consultées pour l'élaboration de ce programme de développement manifestement directif. Il est évident que le programme est motivé par la montée en flèche de la demande mondiale de crevettes constatée ces dernières années.

Les pêcheurs sont préoccupés car ils pensent, avec raison, que les fermes crevettecoles vont polluer leurs zones de pêche et détruire en même temps les mangroves, où ils obtiennent le bois pour faire des canots, des avirons, des pièges à poissons, des clôtures et des sculptures.

Les récits épouvantables concernant l'élevage de crevettes dans des pays asiatiques tels que la Thaïlande, l'Indonésie, l'Inde et Taiwan ne peuvent qu'attiser leurs craintes. Dans ces pays, l'établissement de fermes crevettecoles s'est accompagné de déplacements, de perte des droits de pêche traditionnels, de dégradation environnementale, de conflits

fonciers, de migration vers les villes surpeuplées, de la pollution provoquée par les antibiotiques et les produits chimiques nuisibles, et de fortes inégalités entre ceux qui en profitent et ceux qui y perdent. En outre, les emplois promis dans ces fermes sont généralement moins viables que les moyens de vie originels des gens, fondés sur la pêche, ce qui vient compléter la spirale descendante de la pauvreté et de la dégradation environnementale.

Les Amis de la Terre Nigeria accentuent les pressions sur les entreprises pétrolières pour qu'elles reconnaissent leur responsabilité dans le gâchis qu'elles ont fait dans le delta du Niger. Cela permettra aux poissons, aux crabes, aux crevettes, aux crustacés et à tous les autres fruits de mer de prospérer à nouveau. D'autre part, ils encouragent le développement de la pêche locale et des fermes crevettecoles artisanales, dans le but d'atténuer la pauvreté et de diminuer la pression sur l'environnement. Enfin, avec des organisations partenaires du Nord, dont les Amis de la Terre Pays-Bas, ils ont entrepris d'informer le public sur les conséquences sociales, économiques et écologiques de l'importation de crevettes.

amélioration de l'élevage de crevettes à Java [walhi / les amis de la terre indonésienne]

Au début des années 1990, la plupart des bassins d'élevage intensif de crevettes de Java ont fait naufrage, infectés par le virus dit de la tache blanche. La maladie, pour laquelle il n'y a pas de cure, a été particulièrement nuisible dans les bassins d'élevage intensif. De son côté, l'élevage intensif de crevettes a détruit les mangroves et contaminé l'eau. Les fermiers endettés ont perdu leurs terres aux mains des prêteurs sur gages ; la plupart d'entre eux ont fini par travailler dans ces mêmes bassins que les élites locales ont achetés.

L'inviabilité de l'élevage intensif de crevettes est un fait prouvé. Les étangs ne durent que quelques années, mais ils polluent énormément l'environnement avec les restes de la nourriture des crevettes, les antibiotiques et les engrais chimiques. L'Indonésie possède la concentration la plus forte du monde de ces bassins d'élevage, qui occupent environ 400 000 hectares.

L'élevage traditionnel vs l'élevage intensif de crevettes

L'aquaculture est l'activité principale de la plupart des paysans de la région de Sidoarjo, située dans l'Est de Java. Pendant les quatre derniers siècles, ils ont pratiqué l'élevage de crevettes et de poissons par des

méthodes traditionnelles respectueuses de l'environnement, sans utiliser aucun produit industriel ni chimique. Les crevettes se nourrissent du plancton que la marée apporte dans les bassins.

Vers le milieu des années 1980, le gouvernement indonésien et les entreprises multinationales productrices d'aliments ont fortement encouragé l'élevage intensif de crevettes, profitant des bassins d'élevage qui existaient déjà en Indonésie et partout en Asie. Plusieurs bassins de démonstration ont été construits pour pousser les fermiers locaux à adopter cette méthode d'aquaculture plus rapide et productive. La Banque mondiale et la Banque asiatique de développement ont contribué avec des prêts à la promotion gouvernementale de l'installation de bassins d'élevage intensif.

Ainsi, l'utilisation d'aliments pour crevettes et de produits chimiques a considérablement augmenté, et les étangs de polyculture ont vite été consacrés à l'élevage exclusif de crevettes. Aujourd'hui, les éleveurs dépensent presque 60 % de leur budget de production à l'achat de nourriture et d'antibiotiques pour les crevettes. Environ 25 % de ces aliments ne sont pas consommés et se déposent au fond du bassin.

la transformation de la production de crevettes

L'échec des bassins d'élevage intensif a été une leçon que les éleveurs de crevettes de Sidoarjo ont mise à profit et qui les a poussés à entreprendre une transformation complète. Depuis 1997, ils ont repris les méthodes locales, ils évitent d'utiliser tout produit industriel ou chimique et élèvent des crevettes et des poissons ensemble, à la manière traditionnelle. Certaines innovations ont été ajoutées : par exemple, ils utilisent des engrais organiques pour favoriser la génération d'algues et de plancton.

Aujourd'hui, presque 90 pour cent des bassins de la région de Sidoarjo sont des bassins traditionnels de polyculture. La communauté a commencé également à restaurer les mangroves et les écosystèmes locaux. Finie la dépendance des produits aquacoles commerciaux. D'autres éleveurs, et même des importateurs de crevettes japonais et européens, suivent avec intérêt l'initiative de Sidoarjo en tant que modèle à imiter.





le partage de l'eau [les amis de la terre moyen-orient]

La pénurie d'eau est un problème grave et permanent au Moyen-Orient aride, de sorte que le partage des ressources hydriques entre les communautés d'Israël, de Palestine et de Jordanie est absolument essentiel. Depuis 2001, les Amis de la Terre Moyen-Orient organisent le projet 'Good Water Makes Good Neighbors' (la bonne eau fait les bons voisins), dans le but de promouvoir la conservation et la réutilisation de l'eau.

Des mécanismes pour collecter l'eau de pluie des toits et des cours pavées et pour recueillir l'eau qui se déverse des jets d'eau potable ont été installés dans les bâtiments scolaires de 11 villages. L'eau ainsi stockée peut être utilisée pour la chasse des toilettes, pour l'irrigation ou même pour la consommation dans les régions où la pénurie d'eau est grave. Ce système innovant a permis de faire des économies considérables d'eau potable et d'alimenter des écoles qui, autrement, ne pourraient pas fournir aux enfants une provision régulière de cet élément.

Des enfants d'un village palestinien d'evant le réservoir d'un système de collecte d'eau.



deux la pauvreté et les ressources naturelles

la tragédie de l'eau

L'eau devient de plus en plus sale, rare et chère pour les habitants de beaucoup d'endroits du monde. Plus d'un milliard de personnes ne disposent pas d'eau potable ; à cause du manque d'hygiène, d'assainissement et d'eau, plus de 1,8 million de personnes meurent chaque année.

Les institutions financières internationales, les traités commerciaux et les multinationales de l'eau favorisent la privatisation de ce service ; or, pour les personnes pauvres, et surtout pour les femmes, la privatisation équivaut à une limitation de l'accès à l'eau. La pollution, l'agriculture industrielle et l'extraction minière font elles aussi partie du problème, tout comme les grands barrages. La Banque mondiale, bien connue pour ses investissements dans des barrages géants qui déplacent des populations et contribuent à

la pauvreté locale, est en train de financer maintenant, dans la vallée du Mékong, un nouveau projet destructeur qui portera atteinte aux moyens de vie de plus de 100 000 paysans (voir page 26).

Les Amis de la Terre croient que l'eau est un droit de l'homme, qu'elle est essentielle à sa subsistance, et qu'elle ne devrait pas être traitée comme une marchandise. Nous faisons campagne pour la justice dans ce domaine, en proposant des systèmes de gestion collective de l'eau, en exhortant à réduire la consommation d'eau et à accroître sa réutilisation, et en réclamant que les fleuves et les zones humides soient restitués à un état plus naturel. Les Amis de la Terre Moyen-Orient, par exemple, collectent l'eau de pluie pour promouvoir la conservation et le recyclage de l'eau (voir ci-dessus).

troisième partie | le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté



© sebastien godinot



riches et les élites. En même temps, il empêche les gouvernements d'appliquer les réglementations nationales et fait disparaître les industries et les petites entreprises vulnérables du pays. Les communautés locales s'en retrouvent désarmées, avec des fleuves pollués, des forêts rétrécies et des terres dégradées. En un mot, ce genre de développement est profitable aux entreprises et aux gouvernements mais il est souvent dévastateur pour les communautés rurales qui dépendent des ressources naturelles.

Cette section présente quelques exemples de programmes néolibéraux censés réduire la pauvreté mais qui ont eu en fait le résultat opposé, pour une bonne part en raison de leurs effets nuisibles sur l'environnement. La libéralisation que prônent des organisations telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) exploite les ressources naturelles et accroît la pauvreté

trois le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté

introduction

À l'échelle planétaire, nous avons les ressources nécessaires pour éradiquer la pauvreté et la faim dans les communautés rurales et urbaines. Néanmoins, cela ne peut se faire qu'en abandonnant l'actuel modèle économique néolibéral, qui propose au problème de la pauvreté des solutions de type commercial où les gouvernements ont une capacité d'intervention minimale. La poussée vers l'expansion de l'investissement étranger direct dans les pays pauvres et vers l'augmentation des exportations de ces derniers est fondée sur la prémisse erronée que les revenus ainsi générés vont finir par 'ruisseler' sur les pauvres. Telle est la base des démarches pour l'atténuation de la pauvreté adoptées par les institutions financières internationales comme la Banque mondiale et par des organismes comme l'Organisation mondiale du commerce.

Ce genre de développement axé sur la croissance économique a pour objectif principal de créer des marchés et des richesses pour les sociétés transnationales les plus grandes, les pays les plus

en milieu rural. L'aide au développement accordée par les gouvernements et les institutions financières internationales (IFI) telles que la Banque mondiale et le FMI, soutient des politiques et des projets aussi préjudiciables pour les pauvres que pour l'environnement. Les sociétés transnationales, principales gagnantes du programme néolibéral, ont joué un rôle clé dans la promotion d'une agriculture industrielle qui utilise des organismes génétiquement modifiés et qui est désastreuse pour l'environnement et la société. Elles profitent maintenant de divers partenariats avec les agences des Nations unies, destinés en principe à 'atténuer la pauvreté' mais dont l'objectif à peine dissimulé est d'accéder à de nouveaux marchés. La privatisation des ressources naturelles et des services, que les lobbies commerciaux et financiers essaient d'imposer, restreint l'accès des gens aux ressources naturelles et à leur contrôle et augmente la pauvreté. Les politiques pour la mise en oeuvre des objectifs de développement du millénaire, pour opportunes qu'elles soient, sont condamnées à échouer à la longue, car elles laissent intact le système actuel, exploiteur de l'environnement et de la société..



© sebastien godinot

il affirme que le lien causal est exactement l'inverse : les pays commencent par croître, pour ensuite s'intégrer à l'économie mondiale. C'est le cas de la Chine et de l'Inde, qui ont pris bon soin de maintenir une dose importante de protection gouvernementale, plutôt que de suivre tout simplement les prescriptions de l'OMC au sujet de la libéralisation et de la privatisation. En revanche, les pays qui ont adopté sans restrictions le programme de libéralisation, privatisation et mondialisation de l'OMC dans les années 1990, et en particulier les pays d'Amérique latine, ont subi des crises financières et leurs performances économiques ont été décevantes.

Les avantages d'une croissance économique illimitée sont discutables aussi du point de vue environnemental. La croissance économique est fondée sur la possibilité d'une expansion incessante, mais les écosystèmes ont leurs propres limites et s'effondrent quand ils sont surexploités. Les accords de libre commerce régionaux, bilatéraux et multilatéraux, qui ouvrent les marchés à la pénétration des sociétés transnationales, suscitent en général une exploitation accrue des forêts, des pêcheries, des minéraux, de l'eau et de la diversité biologique, ce qui aggrave la pauvreté chez ceux qui dépendent de ces ressources pour leur subsistance.

D'autre part, l'Organisation mondiale du commerce et autres accords de libre échange réduisent les possibilités des gouvernements d'appliquer des réglementations favorables à la population, aux économies locales et à l'environnement, au niveau national et international. Les communautés n'ayant pas accès aux négociations où les normes et les accords sont adoptés, leurs intérêts ne sont pas pris en compte, et l'environnement en sort également perdant, puisque le

trois le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté

la libéralisation du commerce : le mythe du 'ruissellement' de la richesse

Contrairement à la croyance populaire, la libéralisation du commerce ne mène pas en général à une réduction de la pauvreté ; au contraire, les politiques néolibérales contribuent souvent à alimenter le système mondial de production et de consommation irrationnelles qui bénéficie les entreprises géantes mais désavantage les gens. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement montre clairement, dans son rapport 2004 sur les pays les moins avancés, que la richesse n'est pas en train de 'ruisseler' vers les pauvres. Il y a eu très peu de corrélation entre la croissance des exportations et l'éradication soutenue de la pauvreté dans les pays les moins développés, qui ont été nombreux à engager de vastes mesures de libéralisation dans les années 1990. Par exemple, les plus gros perdants du cycle d'Uruguay de l'Organisation mondiale du commerce ont été les pays de l'Afrique subsaharienne, qui étaient déjà les plus pauvres du monde.

Le professeur Dani Rodrik, de l'université de Harvard, a mené des études qui montrent que la libéralisation du commerce ne conduit pas nécessairement à la croissance économique. En fait,

commerce international et le flux des capitaux prennent le pas sur la protection des ressources naturelles. De surcroît, les néolibéraux insistent à se tourner vers le marché pour résoudre les divers problèmes environnementaux, oubliant le fait que ces problèmes trouvent en partie leur origine dans un marché sans limitations.

Il faudrait surtout arrêter les négociations actuellement menées à l'OMC et dans les accords régionaux et bilatéraux qui visent à libéraliser le commerce des biens et des services ayant trait à l'eau, à l'énergie, aux forêts et aux pêcheries. Ce qui plus est, l'OMC ne devrait pas avoir affaire à la réglementation du commerce de produits alimentaires et agricoles. De tels changements contribueraient directement à éliminer la pauvreté, car ils permettraient à la population rurale de continuer à gérer et à utiliser durablement les ressources naturelles pour subvenir à ses besoins élémentaires. En outre, les négociations sur la libéralisation du commerce ne devraient pas empêcher les gouvernements d'adopter des législations favorables au bien-être social et environnemental et au développement économique local.



© olga akimova, sakhalin.environmentalwatch



© olga akimova, sakhalin.environmentalwatch



© olga akimova, sakhalin.environmentalwatch

trois le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté

'verdir' les entreprises pour maintenir le statu quo

La libéralisation du commerce a ses gagnants et ses perdants... et les gagnants sont les sociétés transnationales qui fouillent partout dans le monde à la recherche de nouveaux marchés, de concurrences faibles, de ressources bon marché et de frais de fonctionnement aussi bas que possible. Ces sociétés disposent d'un accès privilégié aux gouvernements et aux négociateurs et de beaucoup d'influence sur eux, de sorte qu'elles peuvent faire et défaire à leur convenance les règles de l'économie mondiale, souvent aux dépens des communautés, des économies locales et de l'environnement.

Les entreprises ont considérablement accru leur pouvoir au cours des dernières décennies, ce qui leur a permis de contrer toute tentative de contrôle de leur conduite. Elles ont réussi à récupérer la notion de 'développement durable', tout en poursuivant leurs pratiques non durables dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau, des mines, de l'énergie, des produits pharmaceutiques et chimiques et du transport. Elles ont triomphalement imposé l'idée des 'initiatives volontaires', tout en continuant à polluer, à exploiter et à dégrader l'environnement partout sur la planète.

Ces dernières années, les entreprises les plus influentes se sont débrouillées pour se faufiler dans plusieurs initiatives concernant la pauvreté, parfois même en association avec les agences des Nations unies pour l'environnement, le travail et les droits de l'homme. Ce sont ces mêmes entreprises – Nike, Shell, Rio Tinto, Novartis, BP, Daimler Chrysler, Bayer DuPont, McDonald, Disney, Chevron, Unocal – qui, par leurs activités exploiteuses, contribuent à approfondir la pauvreté dans le monde.

Elles ont embrassé avec enthousiasme les opportunités d'exhiber leur récemment découverte 'responsabilité sociale' dans des initiatives éclatantes telles que le Global Compact, pacte mondial des Nations unies avec l'industrie pour la défense des droits de l'homme et la réduction de la pauvreté. Or, ces démarches font souvent partie d'une stratégie de relations publiques destinée à masquer d'autres activités moins louables. Car, au bout du compte, toutes les activités des entreprises, qu'elles soient sociales ou antisociales, sont mues par le besoin de rapporter de l'argent.



Depuis des temps reculés, les Nivkhi ont vécu de la pêche et de la collecte de produits de la mer sur les côtes de l'île de Sakhaline, en Russie extrême-orientale. Ces dernières années pourtant, leurs prises ont diminué et les habitants de l'île se plaignent que, souvent, le poisson qu'ils pêchent ne peut pas être mangé parce qu'il sent les produits chimiques, les médicaments, les drogues ou le "foin pourri". Ils ont même trouvé au large de l'île des saumons qui avaient des ulcères suintants.

Qu'est-ce qui rend les poissons malades? Apparemment, soixante-dix années d'extraction de pétrole et de gaz ont

endommagé les habitats marins et fluviaux, affectant la capacité de reproduction des poissons et anéantissant leur saveur et leur valeur commerciale. Les Nivkhi en ont assez de ces activités malsaines et, en collaboration avec d'autres communautés de l'île, sont en train de combattre une proposition toute récente de Shell et d'Exxon : le projet pétrolier et gazier intégré le plus large du monde, qui inclut un oléoduc souterrain traversant une faille sismique en activité.

En attendant l'approbation de prêts de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et de plusieurs agences nationales de crédit à l'exportation,

le projet a reçu une considérable publicité négative en raison des impacts qu'il risque d'avoir sur la dernière population de baleines grises du Pacifique occidental. Mais ce qui est moins connu du public, c'est qu'il risque d'aggraver la pauvreté dans laquelle vivent déjà les habitants de l'île de Sakhaline, parce qu'il va dégrader la base de leurs ressources naturelles. Une organisation communautaire a documenté les graves impacts négatifs qu'aura le projet sur les infrastructures de l'île, qu'il s'agisse de l'eau, de l'assainissement, du logement, des services médicaux ou du transport.

Les groupes autochtones de Sakhaline se sont unis pour protester contre les impacts du projet sur leurs pêcheries traditionnelles et sur l'ensemble de leurs moyens de vie, et contre le refus des sponsors de dialoguer avec eux. Pour exiger la réalisation d'une évaluation indépendante des impacts du projet sur leur culture et l'établissement d'un fonds de développement pour les personnes affectées, ils ont choisi l'action directe et sont descendus dans les rues couvertes de neige.



© olga akimova, sakhalin environmental watch

trois le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté

l'échec de l'aide au développement

l'aide bilatérale

L'idée que les gouvernements consacrent des sommes considérables à l'aide bilatérale aux pauvres est un mythe largement répandu. En fait, presque toutes les nations riches restent en deçà du 0,7 pour cent du PNB fixé pour l'aide officielle au développement (AOD), et la plupart tournent autour de 0,2 à 0,4 pour cent du PNB par an.

Pour une bonne mesure, le financement de l'élimination de la pauvreté est une question de priorités. Kari Nordheim-Larsen, qui était à l'époque ministre de la coopération pour le développement de la Norvège, avait dit en 1996 : 'On estime qu'il faudrait mobiliser, au plan mondial, entre 30 et 40 milliards de dollars par an pendant plusieurs années pour assurer à tous l'accès aux services sociaux de base, y compris l'approvisionnement en eau et l'assainissement à un prix abordable. Bien que ce montant soit élevé, il ne représente que 3 à 4 pour cent des dépenses militaires annuelles du monde.'

La qualité de l'aide soulève elle aussi des inquiétudes, puisqu'il existe un danger réel qu'elle bloque les gens dans une situation de dépendance, au lieu de favoriser leur autonomie et leur capacité de se prendre en charge. Ces dernières années, après une série de scandales autour de l'aide, les agences pour le développement ont essayé d'arrêter de financer de grands projets de développement inappropriés qui n'ont servi qu'à gaspiller des millions de dollars et d'euros. À présent, on tend de plus en plus à mieux écouter quels sont les besoins locaux au moment de concevoir des programmes d'aide. C'est une bonne chose, mais il est également important d'éliminer les barrières structurelles qui entravent les opportunités des gens de se procurer des moyens de subsistance durables et de longue portée.

D'une manière générale, les sociétés transnationales profitent bien des programmes d'aide ; celui de l'Australie, par exemple, est explicitement formulé pour favoriser les intérêts commerciaux australiens. De surcroît, une bonne partie de l'aide multilatérale canalisée par les institutions financières internationales soutient directement les entreprises du Nord.



le grand barrage de nam theun mauvaise nouvelle pour les agriculteurs laotiens [les amis de la terre france]

Les projets de grands barrages se sont fait une mauvaise réputation au fil des ans, et non sans raison : la Commission mondiale des barrages a conclu qu'ils ont provoqué la réinstallation de 40 à 80 millions de personnes. D'après le rapport 2000 de cette commission, "les peuples autochtones et les femmes ont subi une part disproportionnée des impacts des grands barrages sans obtenir une part comparable des bénéfices. La réinstallation a provoqué des difficultés économiques extrêmes, la désintégration de communautés et l'augmentation des troubles de santé physique et mentale. Les barrages ont eu également des effets dévastateurs sur des millions de personnes installées en aval, en raison des maladies, de la modification du débit des fleuves et de la disparition de ressources naturelles telles que les zones de pêche. Les barrages ont bénéficié

surtout les riches, tandis que les pauvres en assumaient les coûts."

Néanmoins, les grands projets financiers gardent toujours leurs charmes et la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement et la Banque asiatique de développement se sont engagées à financer le Nam Theun 2 tant controversé, en dépit du tollé général qu'il a soulevé.

Il est prévu que ce barrage aura des conséquences extrêmement lourdes pour l'ensemble du bassin du Mékong. Quand le réservoir sera inondé, 6 200 personnes environ seront déplacées et plus de 100 000 agriculteurs verront menacés leurs moyens de vie. L'expérience recueillie à d'autres projets hydroélectriques du Laos montre qu'il est très difficile de trouver des moyens de subsistance de remplacement. Les paysans reçoivent de petites parcelles,

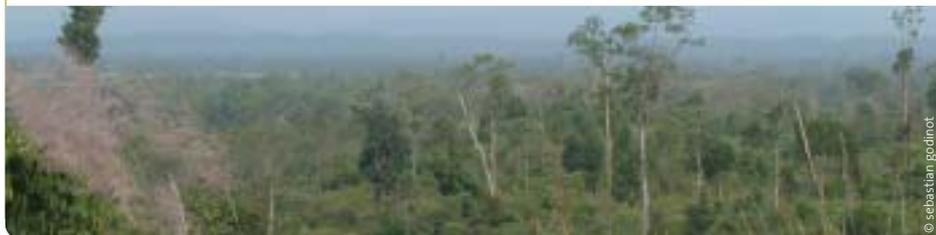
mais il a été rapporté que les sols ne sont pas aptes aux cultures vivrières et qu'il faudra y ajouter des quantités importantes de fertilisants. Les pâturages ne seront pas suffisants pour nourrir le bétail des paysans, en particulier les troupeaux de buffles qu'ils apprécient tant. Pour les communautés situées en aval, le projet prévoit de remplacer les pêcheries fluviales par l'aquaculture. Or, l'expérience au Laos et ailleurs montre que l'adoption de l'aquaculture est un processus long et graduel qui a des coûts sociaux et environnementaux, et que les gens les plus pauvres n'ont pas en général les terres ni le capital nécessaires pour s'y adonner.

Les Amis de la Terre, International Rivers Network et d'autres organisations ont fait campagne pour convaincre les bailleurs de fonds de ne pas toucher à ce projet. D'après Sébastien Godinot, des Amis de la Terre France, "ce projet complexe et risqué ne bénéficiera pas aux populations pauvres, mais aux élites du pays et aux entreprises étrangères."

informations supplémentaires :

Les Amis de la Terre : www.amisdelaterre.org

International Rivers Network: www.irn.org



trois le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté

l'aide multilatérale

La plupart de l'aide multilatérale au développement est canalisée par le biais des institutions financières internationales (IFI) telles que la Banque mondiale. Or, si la mission de la plupart de ces banques est de réduire la pauvreté, beaucoup de leurs projets et politiques ont l'effet inverse.

En soumettant leurs prêts à des conditions, les IFI imposent des paquets de mesures d'ajustement structurel – des politiques de libéralisation, de privatisation et de déréglementation – aux pays les plus pauvres. Simultanément, elles fournissent aux sociétés transnationales des subventions pour leurs investissements partout dans le monde. Ces politiques et ces pratiques sont généralement nuisibles aux pauvres : les revenus qui sont censés "ruisseler" sur eux sont souvent minimes, finissent dans les poches des autres et ne compensent pas les désavantages qu'ils comportent pour la société et l'environnement.

Le paquet en question est bien ficelé. La libéralisation laisse la voie libre aux sociétés transnationales pour anéantir la concurrence des entreprises petites ou locales. La privatisation

des services publics ouvre davantage de marchés pour les gros capitaux, mais met des ressources essentielles, comme l'eau et l'énergie, hors de la portée des personnes pauvres. Par ailleurs, la déréglementation limite les possibilités des gouvernements de protéger les citoyens et les ressources naturelles, car elle leur interdit de soumettre les activités des entreprises à des exigences d'ordre social et environnemental. Et pour compléter le tableau, le financement direct de projets mégalomaniacs comme les oléoducs, les mines d'or et les barrages hydroélectriques géants, contribue à ruiner partout l'environnement et les moyens de subsistance des communautés.

Les coûts excessifs, les communautés déplacées, les environnements dévastés et les constructions inutiles en sont le triste résultat. Les populations se voient privées de l'accès à l'eau potable, aux forêts saines et aux autres ressources naturelles dont elles dépendent. Les rares emplois créés par ces opérations à capital intensif ne peuvent pas compenser tous les moyens perdus au cours du processus.

Le fardeau de la dette, qui augmente en raison de ces activités de prêt, rend impossible aux gouvernements d'investir dans les secteurs social et environnemental. Le paiement des intérêts de



Blair, a conclu : “Les données disponibles montrent que, dans les années 1980 et 1990, le FMI et la Banque mondiale ont beaucoup trop peu tenu compte de l’impact potentiel de leurs politiques économiques sur les pauvres d’Afrique.”

Ainsi, les Amis de la Terre International sont d’avis que, si des accroissements considérables de l’aide au développement bilatérale et multilatérale sont nécessaires, ils ne réussiront à atténuer la pauvreté que lorsque les solutions technocratiques et directives seront remplacées par d’autres qui soient participatives, équitables et durables. Nous croyons également que les agences de développement et les institutions financières internationales doivent accepter leur responsabilité pour la marginalisation des communautés et la destruction des ressources naturelles que leurs projets et politiques ont provoquées, et faire en sorte que les besoins des pauvres passent avant les intérêts des entreprises.

Plusieurs études de cas présentées dans cette publication montrent comment les politiques et les projets des IFI, qui étaient censés réduire la pauvreté, ont en fait désavantagé les pauvres. Le projet pétrolier et gazier dirigé par Shell et Exxon à Sakhaline, en Russie extrême-orientale (voir page 23), qui attend maintenant d’être financé par les institutions financières internationales, illustre la manière dont ces projets d’exploitation peuvent menacer la santé et les moyens de subsistance des populations. Le barrage Nam Theun II au Laos,

cette dette a créé une situation inacceptable : les pays développés reçoivent des pays en développement plus d’argent qu’ils ne leur en donnent. Rien qu’en Afrique, l’argent transféré au FMI et à la Banque mondiale entre 1986 et 1990 a atteint 4,7 milliards USD. Les plus touchés sont les pauvres, toujours au nom du développement.

Ce n’est un secret pour personne que ces institutions ne remplissent pas leur mission à l’égard des pauvres. Le rapport issu en 2003 de la révision des industries extractives commandée par la Banque mondiale, intitulé “Vers un meilleur équilibre”, a conclu : “L’accroissement des investissements n’a pas nécessairement aidé les populations pauvres ; en fait, souvent l’environnement et les pauvres ont été plus menacés encore par l’expansion du secteur des industries extractives d’un pays.” On y lit également que “le Groupe Banque mondiale semble ne pas avoir été créé pour effectivement faciliter et promouvoir la réduction de la pauvreté par le biais du développement durable” des industries extractives dans les pays qu’il assiste. Dans l’analyse effectuée en mars 2005 des raisons des malheurs économiques de l’Afrique, la Commission pour l’Afrique présidée par le premier ministre du Royaume-Uni, Tony

financé par la Banque mondiale, la Banque européenne d’investissement et la Banque asiatique de développement, comportera le déplacement de plus de 6 000 personnes et mettra en péril les moyens de vie de plus de 100 000 agriculteurs (voir page 24). Heureusement, beaucoup de communautés sont en train de lutter contre la pauvreté en revendiquant pour eux le contrôle de leurs ressources naturelles ; c’est le cas des Bagyeli du Cameroun, qui ont subi les impacts de l’oléoduc Tchad-Cameroun financé par la Banque mondiale (voir page 7).



© tadjana / roa, sensa / fée colombia



© magda stoczkiewicz



© magda stoczkiewicz

trois le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté

la privatisation met la nature en vente

Tout le long de la décennie passée, beaucoup de gouvernements ont privatisé des biens publics, souvent à contrecœur, poussés par les programmes d'ajustement structurel que les institutions financières internationales posent comme condition de leurs prêts. Les décideurs néolibéraux dans les domaines de la gestion de la diversité biologique et de l'eau prônent l'adoption de mesures de conservation fondées sur le marché, qui comprennent la privatisation de la distribution d'eau potable, la vente d'aires protégées à des entreprises éco-touristiques et à de grandes ONG conservationnistes, la vente des ressources génétiques et des connaissances associées à des sociétés pharmaceutiques, et la vente des forêts à des entreprises pétrolières et à des industries qui veulent compenser leurs émissions de carbone et leurs autres activités polluantes. Un "marché de services environnementaux" est donc né, qui implique de transférer aux entreprises la "propriété" et la gestion de ressources indispensables à la survie, comme l'eau, le bois de chauffe et les plantes médicinales traditionnelles.

De plus en plus, les populations autochtones et les communautés locales se retrouvent exclues des forêts et des autres zones

biologiquement riches où elles ont traditionnellement vécu, à mesure que leurs territoires passent aux mains des sociétés forestières, touristiques ou d'aménagement de parcs privés. D'autres terres sont réservées maintenant à une nouvelle génération d'entreprises qui établissent des "parcs de carbone" pour compenser les émissions de dioxyde de carbone des riches consommateurs du Nord. D'une manière générale, ces mécanismes de conservation basés sur le marché tendent à exclure ceux qui ne peuvent pas payer les "services" environnementaux fournis par la nature.

Les Amis de la Terre International réclament que les biens communs tels que l'eau soient exclus des négociations actuelles sur la libéralisation des services menées à l'Organisation mondiale du commerce. L'inclusion des ressources naturelles dans le marché des services environnementaux aboutit à rendre les femmes, qui ont le plus besoin de ces ressources pour nourrir leurs familles, plus dépendantes des hommes, qui ont davantage accès au travail rémunéré. Cette situation accroît la dépendance des peuples autochtones et des communautés locales d'emplois qui leur apportent des revenus monétaires, les forçant à abandonner leur mode de vie traditionnel et à chercher du travail à l'extérieur. En deux mots, ceux qui n'ont pas d'argent deviennent plus dépendants de ceux qui en ont.



bogotá : une ville sans faim ? [censat / les amis de la terre colombie]

La grande variété et l'abondance des cultures vivrières que les agriculteurs colombiens récoltent le long de l'année sont la preuve de la diversité du pays. La richesse de ses écosystèmes va de pair avec la diversité culturelle de ses populations autochtones, noires et métisses, et avec la variété de ses traditions culinaires. Pourtant, malgré cette abondance, l'imposition de l'actuel modèle économique et de développement a mené non seulement à l'appauvrissement de la population mais à la perte de la sécurité et de la souveraineté alimentaires.

L'exemple le plus clair est celui de Bogotá, capitale de la Colombie, où trois millions de personnes, sur une population totale de 8 millions, vivent dans la pauvreté, et où 25 pour cent des enfants de moins de sept ans souffrent de malnutrition. Des milliers de familles viennent s'installer à Bogotá chaque année, chassées de leurs foyers par le conflit armé et social qui a ensanglanté le pays pendant des décennies.

la réponse des entreprises

C'est pourquoi les habitants de Bogotá ont bien accueilli le nouveau maire, M. Luis

Eduardo Garzón, et son programme "Bogotá sans faim", qui reconnaît l'urgence et la portée des problèmes de la faim, de l'exclusion et de la pauvreté dans la ville. Il a appelé à introduire des suppléments nutritionnels et à installer des cantines scolaires et populaires, des banques d'aliments et un réseau de magasins d'alimentation et de coopératives. Le programme a reçu une réponse enthousiaste de la part des universités, des entreprises et de la Chambre de Commerce. De grandes chaînes de supermarchés, dont des transnationales comme Carrefour, ont commencé à donner des repas et de l'argent au programme, et plusieurs magasins ont "adopté" des cantines partout dans la ville pour les approvisionner en aliments.

Néanmoins, le programme et ses objectifs ont soulevé de nombreuses critiques de la part de divers mouvements environnementaux et sociaux. La faim et la pauvreté sont attribuées à la paresse et au manque d'éducation, et la distribution des profits des entreprises parmi les pauvres est une solution purement économique. Les critiques affirment que l'approche du problème est superficielle, et que le projet ne s'attaque pas aux causes profondes de la famine ni aux moyens de créer une sécurité alimentaire de longue portée.

Les agriculteurs et les environnementalistes s'opposent également au programme parce qu'il laisse de côté les producteurs locaux : en effet, pour réduire les coûts, tous les aliments qu'il distribue sont importés. Ces "donations" de tonnes de nourriture que font les supermarchés contribuent à consolider leur contrôle du marché de l'alimentation national et mondial. Ainsi, des centaines de milliers d'agriculteurs qui produisent des denrées pour les Colombiens sont durement frappés par ce programme axé sur le commerce et risquent de ne pas s'en relever.

alternatives au niveau de la base

Heureusement, plusieurs organisations d'agriculteurs colombiens ont pris d'importantes initiatives dans le sens de la souveraineté alimentaire : récupération des semences traditionnelles, pratiques de culture agro-écologiques, échanges de semences, diversification des récoltes, établissement de marchés locaux et réintroduction de diverses recettes traditionnelles.

Les Amis de la Terre Colombie soutiennent depuis longtemps ces projets, dont un entrepris par une organisation d'agriculteurs de la province de Santander pour renforcer la souveraineté alimentaire de la région..

trois le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté

l'agriculture industrielle ne nourrit pas les pauvres

La moitié des personnes affamées du monde sont de petits agriculteurs. Dans le cas de l'Afrique, les trois quarts des pauvres habitent des zones rurales. Les moyens de vie des agriculteurs du monde qui ne produisent que le minimum vital sont menacés par les politiques agricoles à orientation commerciale, dont le modèle néolibéral de cultures vivrières pour l'exportation, une nouvelle révolution verte et la promotion par les sociétés de biotechnologie des cultures génétiquement modifiées.

des vivres pour l'exportation mais non pour ceux qui ont faim

Grâce au modèle commercial néolibéral, la plupart des aliments produits dans les pays en développement sont destinés aux marchés d'exportation. Cette situation est une des raisons de la propagation de la faim et de la pauvreté dans les zones rurales car, d'une part, l'agriculture industrielle orientée à l'exportation crée moins d'emplois que l'agriculture familiale et, d'autre part, elle accapare des terres, de sorte que les populations ne peuvent plus cultiver leur propre nourriture. L'agriculture orientée à

l'exportation a aussi la conséquence ridicule que, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, les denrées venues d'ailleurs sont souvent moins chères que celles produites sur place par des méthodes respectueuses de l'environnement. De surcroît, les modèles d'agriculture industrielle impliquent des systèmes de monoculture qui détruisent la diversité génétique locale, essentielle aux besoins nutritionnels des hommes et à la durabilité environnementale. L'expansion des monocultures sur une grande échelle, comme celles du soja et du palmier à huile, est elle aussi l'une des causes principales de la perte de diversité biologique au plan mondial.

des révolutions vertes non durables

Une deuxième révolution verte, qui prône la technologie agricole comme moyen de lutte contre la pauvreté et la faim dans les zones rurales, représente depuis peu une nouvelle menace. La première révolution verte avait eu lieu surtout dans les années 1960 et 1970 en Amérique latine et en Asie. Elle a



© magda stoczkiewicz

© magda stoczkiewicz

© ann d'herby foel

trois le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté

l'agriculture industrielle ne nourrit pas les pauvres

provoqué l'endettement, l'appauvrissement et la perte des terres de millions d'agriculteurs, en raison de la dépendance de produits chimiques malsains et de semences commerciales suscitées par les entreprises qui la soutenaient. Les pesticides, les engrais et les nouvelles technologies appliquées par la révolution verte ont accéléré aussi la perte de diversité biologique et l'appauvrissement génétique. À son tour, cette situation a mis en péril la sécurité alimentaire des pauvres, qui dépendent de l'accès direct aux ressources naturelles pour subvenir à 90 pour cent de leurs besoins de subsistance. D'autre part, la santé des paysans et de leurs familles s'est vue menacée par les pesticides chimiques dont s'accompagne l'agriculture industrielle.

Malgré les affirmations de ses promoteurs, la révolution verte n'a pas servi à alimenter les pauvres ni à réduire la faim. En Asie du Sud, tandis que la disponibilité d'aliments par personne a augmenté de 9 pour cent, le nombre de ceux qui ne mangeaient pas à leur faim a augmenté dans la même proportion. Les Nations unies ont estimé qu'au début des années 1990, quatre-vingts pour cent des enfants souffrant de malnutrition dans le

monde en développement vivaient dans des pays qui avaient des excédents de produits alimentaires. D'autre part, une étude effectuée en 1999 par l'Institut de recherche en politique alimentaire de la Banque mondiale a conclu que, dans 63 pays où la malnutrition avait baissé depuis 1970, presque les trois quarts de cette réduction étaient attribuables à l'amélioration de certains aspects sociaux : la santé, l'environnement, l'éducation et le statut des femmes. La Banque mondiale a également conclu en 1986, dans une étude sur la pauvreté et la faim dans le monde, que l'augmentation rapide de la production vivrière n'aboutissait pas forcément à la sécurité alimentaire.

La faim n'est pas un problème de production insuffisante mais de volonté politique. Tout en pensant qu'il faut des politiques et des stratégies pour soutenir et améliorer les moyens de vie des petits agriculteurs, nous préconisons une nouvelle "révolution contre la pauvreté et la faim", plutôt qu'une nouvelle révolution verte aussi néfaste que la première..



© ann doherthy, foel



plus de 99 pour cent de cette même superficie est consacrée à quatre produits seulement, destinés surtout à nourrir les animaux (le soja et le maïs), produire de l'huile (le colza) ou obtenir des fibres (le coton), et non à alimenter les pauvres et les mal-nourris. Troisièmement, plus de 99 pour cent des cultures GM commerciales ont deux caractéristiques – la résistance aux herbicides et la résistance aux ravageurs – conçues à l'intention des agriculteurs des pays industrialisés, qui pratiquent une agriculture fortement industrialisée et orientée à l'exportation. Finalement, une seule entreprise, Monsanto, totalise plus de 90 pour cent du total de la superficie mondiale plantée de cultures GM, ce qui met à nu les motivations d'ordre commercial de l'essor donné aux OGM.

La technologie génétique a laissé derrière elle une traînée tragique chez les paysans peu fortunés. En Inde, des centaines de cultivateurs de coton transgénique se sont suicidés ces dernières années, à cause de l'échec de leurs récoltes et de leur endettement croissant. Un projet mené conjointement par l'Institut kényan de la recherche agricole (KARI) et Monsanto pour développer une patate douce GM résistante aux virus, qui a pris 12 années et coûté 6 millions USD, n'a pas réussi à obtenir une seule variété convenable. En revanche, l'Ouganda a produit par les méthodes conventionnelles une variété résistante aux virus qui a été très bien acceptée, et qui a rapporté en quelques années 100 % de bénéfices pour un investissement très faible.

les ogm ne vont pas nourrir le monde

L'un des meilleurs exemples des dangers que comporte le programme agricole mené par l'industrie est l'introduction dans le monde entier des cultures génétiquement modifiées. Bien que l'industrie de la biotechnologie allègue que les cultures GM vont réduire la faim et la pauvreté dans les pays en développement, la réalité montre que derrière l'introduction des OGM au cours des dernières décennies se cache un objectif moins noble.

Les Amis de la Terre International sont persuadés que l'application de la biotechnologie pour combattre la malnutrition et résoudre les problèmes des paysans pauvres n'est qu'un aspect de la poussée des entreprises vers l'ouverture de nouveaux marchés. À ce jour, aucune preuve convaincante n'a été donnée de l'absence de risques des OGM, et encore moins de leur efficacité pour l'éradication de la pauvreté et de la faim. Premièrement, plus de 99 pour cent de la superficie plantée de cultures GM commerciales sont concentrés dans quatre pays seulement, dont trois sont fortement industrialisés et orientés à l'exportation : les États-Unis, le Canada, l'Argentine et la Chine. Deuxièmement,

L'expérience de la contamination des variétés de maïs au Mexique, par suite de l'importation de maïs GM, met en lumière les dangers que pose l'introduction de ces produits. Les variétés mexicaines ont été développées par des communautés autochtones et des agriculteurs locaux pendant des milliers d'années ; elles sont une réserve de matériel génétique pour l'obtention de variétés végétales et la base de la sécurité alimentaire du pays. Des cas comme celui-ci sont un argument qui pèse fort en faveur des options existantes et contre les cultures GM lorsqu'il s'agit de lutter contre la pauvreté et d'assurer la durabilité environnementale.



Cette initiative ambitieuse mérite d'être prise au sérieux. Pourtant, elle est loin d'être parfaite et les politiques actuelles pour sa mise en oeuvre ne s'attaquent pas à quelques-unes des causes structurelles sous-jacentes de la pauvreté et de la faim. Premièrement, les politiques en question tendent à adopter une démarche technocratique et néolibérale, qui définit la pauvreté de manière très étroite, en termes de revenu (PNB) et de flux de consommation. Deuxièmement, de grands projets d'infrastructure sont proposés pour accélérer la croissance économique dans les pays en développement, sans prendre en compte leurs impacts sur la société et l'écologie. Troisièmement, pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté et la faim, la nouvelle révolution verte et l'agriculture GM sont vouées à l'échec (voir page 27). Il est important de noter également qu'à moins de s'attaquer d'urgence au changement climatique, tous les objectifs de développement pour le millénaire en pâtiront.

En mars 2005, le Programme des Nations unies pour le développement, des organisations scientifiques internationales et des ONG ont publié les conclusions d'un programme de travail séparé, l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire. Le rapport, résultat des recherches menées par 1 300 scientifiques de 96 pays pendant quatre ans, évalue les impacts de la modification des écosystèmes sur le bien-être de l'homme. Il constate que les changements introduits par l'homme dans les écosystèmes au cours des 50 dernières années ont été plus rapides et plus étendus qu'à n'importe quelle autre période comparable de l'histoire, que ces changements n'ont pas été effectués en respectant l'environnement et que beaucoup de

trois le néolibéralisme n'atténue pas la pauvreté

les objectifs du millénaire sont encore loin

Les Objectifs de développement pour le Millénaire, adoptés par les gouvernements en 2000, fixent les résultats à atteindre d'ici à 2015 concernant la réduction de la pauvreté, de la faim, de la maladie, de l'analphabétisme, de la dégradation environnementale et de la discrimination à l'égard des femmes. L'un des buts est de "réduire de moitié le nombre de ceux qui vivent dans la pauvreté extrême"; un autre est de réduire dans la même proportion et dans la même période le nombre des personnes qui souffrent de faim.

personnes s'en sont retrouvées appauvries. Il conclut que la dégradation des écosystèmes pourrait devenir considérablement plus grave pendant les cinquante prochaines années et devenir un obstacle à la réalisation des objectifs de développement du millénaire.

Bien qu'il soit dangereux d'attribuer une valeur financière aux ressources naturelles, il est intéressant d'observer certains calculs que présente l'Évaluation sur la valeur de plusieurs écosystèmes et des services qu'ils fournissent. Une mangrove thaïlandaise intacte a été évaluée à 1 000 USD l'hectare ; après avoir été défrichée pour l'aquaculture, sa valeur tombe à 200 USD. Une tourbière littorale de 3 000 hectares située au Sri Lanka est évaluée à 5 millions USD par an en raison des services qu'elle fournit pour le contrôle des inondations. Les 10 millions d'hectares de forêts indonésiennes brûlés à la fin des années 1990 a coûté environ 9 milliards USD, à cause de l'augmentation de la dépense en soins de santé et de la perte de la production et des recettes du tourisme. Bref, en prenant bon soin des écosystèmes on peut, à la longue, économiser des sommes énormes, mais il est douteux que ce message soit bien accueilli par les gouvernements ou les entreprises peu visionnaires.

quatrième partie | comment les gens peuvent
réussir à éradiquer la pauvreté



© magda stozkiewicz



quatre comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté

introduction

Les solutions institutionnelles à la pauvreté et à la faim, inspirées par le modèle économique néolibéral, sont vouées à l'échec. Les Amis de la Terre International sont persuadés que les communautés et les populations locales peuvent, pour une large mesure, se choisir un avenir durable et équitable, lorsqu'elles ont accès à leurs ressources naturelles, qu'elles en ont le contrôle et qu'elles disposent de la technologie appropriée.

Les groupes avec lesquels nous travaillons partout dans le monde sont la preuve vivante qu'il existe des démarches différentes de celles des entreprises pour l'éradication de la pauvreté, et qu'elles peuvent réussir. Nous faisons campagne avec eux pour obtenir la reconnaissance de leurs droits environnementaux et celle de leurs droits collectifs sur leurs ressources naturelles. Nous luttons aussi pour que les femmes puissent participer à toutes les étapes de l'éradication de la pauvreté, de la définition du problème à la mise en oeuvre des solutions. Nos propositions incluent la promotion des énergies renouvelables, essentielles pour résoudre

les problèmes que pose le changement climatique aux populations du monde entier. Nous croyons aussi que les pratiques agricoles durables ont le pouvoir de nourrir le monde tout en préservant les écosystèmes.

Nous luttons contre les accords de commerce régionaux et internationaux et, en particulier, pour que les questions alimentaires et agricoles soient retirées du domaine de l'Organisation mondiale du commerce, de manière à pouvoir créer des économies de faible dimension, locales, rurales et diverses. Finalement, nous bataillons pour l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette extérieure des pays pauvres à l'égard des institutions financières internationales et des banques privées du Nord, et pour le remboursement de la dette écologique que les pays industrialisés ont contractée à l'égard des populations du Sud par l'exploitation des ressources de ces dernières pendant des décennies.



le travail durable contribue à l'harmonie dans le nord du ghana **[les amis de la terre ghana]**

Le Nord du Ghana, aride et lointain, subit depuis longtemps des conflits tribaux et des perturbations sociales ; l'insécurité alimentaire s'accompagne d'un taux d'analphabétisme élevé, et la pauvreté y est généralisée. La mauvaise qualité de vie force beaucoup de jeunes, et surtout des femmes, à partir vers le Sud du pays en quête de travail domestique. Pour lutter contre cette migration des jeunes, les Amis de la Terre Ghana ont mis en place un projet portant sur la création d'emplois durables et rentables au sein des communautés. Non seulement les travaux ainsi créés réduisent directement la pauvreté, mais les jeunes en sont moins portés à s'impliquer dans des conflits.

bénéfices économiques

Le projet contribue aux activités économiques des femmes rurales et des jeunes en leur fournissant des outils agricoles et des semences. Des centres d'élaboration de beurre de karité et de gari ont été installés pour environ 4 000 femmes et jeunes. On donne des cours de batik, de la méthode nouer-lier-teindre et de dessin

textile, et on organise des ateliers d'administration et de comptabilité. On fournit aux femmes des bicyclettes à remorque pour qu'elles puissent transporter leurs produits agricoles au marché.

La diversification des activités économiques des femmes a amélioré aussi le niveau de sécurité alimentaire, et certaines communautés ont réussi à produire un excédent de gari, de haricots et d'arachides leur permettant de commercer avec les gens du Sud du pays. Ces femmes d'entreprise ont acquis une nouvelle autonomie ; elles peuvent réinvestir dans leurs communautés, jouissent d'indépendance économique et d'une plus grande liberté de choisir leur propre avenir. Grâce à l'augmentation de l'argent disponible, davantage d'enfants, et surtout de filles, peuvent maintenant aller à l'école. Il y a eu des améliorations aussi dans les installations sanitaires ; par exemple, dans trois villages où sévit le ver de Guinée, des puits ont été creusés qui fournissent maintenant de l'eau propre et salubre à plus de 5 000 personnes.

Les visites entre les femmes de tribus différentes ont abouti à l'établissement de liens commerciaux ; ainsi, les femmes de Yendi achètent maintenant du beurre de

karité à Bimbilla et le vendent ailleurs. Pour la première fois depuis des décennies, les femmes peuvent voyager sans crainte d'un district à l'autre et sans subir d'intimidations.

diminution des conflits

La première année, le projet a touché plus d'un millier de personnes, dont 98 pour cent de femmes. Des ateliers et des programmes de formation ont été organisés dans les écoles, les mosquées et les églises, pour équiper les gens avec les compétences et les outils nécessaires pour s'attaquer aux causes des conflits, à leur gestion et à leur résolution. Les clubs sociaux tenus dans les villages et les écoles ont réuni des groupes ethniques différents où les jeunes ont pu mettre à l'essai leurs capacités de réconciliation récemment acquises.

Le projet a réussi également à augmenter la participation des femmes à la prise de décisions. Des groupes de femmes ont été formés sur la base des structures traditionnelles, avec une Magazia (ou leader des femmes) comme présidente. Les femmes peuvent maintenant parler sur les thèmes qui les concernent aux réunions des conseils villageois.

quatre comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté

gestion des ressources de base communautaire

D'après la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, 'toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement [et] les soins médicaux'. Or, beaucoup de personnes qui habitent dans des pays déjà appauvris voient maintenant diminuer leur accès aux ressources dont elles ont besoin pour nourrir leurs familles, avec peu ou pas de compensation en matière de sécurité financière ou sociale.

Les Amis de la Terre International appellent à l'établissement d'économies justes et durables ayant des objectifs économiques nouveaux, qui comprennent l'utilisation équitable et durable des ressources limitées et la reconnaissance de l'importance de la diversité économique. Les communautés, qu'il s'agisse des populations autochtones, des petits agriculteurs, des paysans sans terre ou des femmes, devraient avoir un accès équitable aux terres cultivables, à l'eau, aux semences et aux autres moyens de production, et être en mesure de décider de

l'utilisation de ces ressources. Nous voulons aussi l'établissement de nouveaux processus pour la prise des décisions d'ordre économique, qui soient transparents, participatifs et fondés sur le principe de la subsidiarité économique. Cela implique que les communautés puissent choisir leur degré d'autonomie, générant leur propre richesse et leurs propres emplois mais gardant aussi la possibilité de commercer.

La création d'économies démocratiques et viables est un objectif ambitieux qui ne peut être atteint que si les politiques internationales reflètent véritablement les espoirs, les besoins et les aspirations des gens. Pour y parvenir, la décentralisation politique est indispensable. Il sera absolument nécessaire que les nations et les communautés soient les décideurs principaux, que tous les organes de décision pertinents, du niveau local au plan international, soient participatifs et authentiquement représentatifs des femmes et des hommes, et que les gens aient des opportunités réelles de se développer.



les plantes médicinales créent des emplois et atténuent la pauvreté [les amis de la terre el salvador]

La pauvreté, la faim et l'absence d'écoles et de services médicaux sont les problèmes les plus courants des habitants de la péninsule de San Juan del Gozo, à El Salvador. Lorsque les gens tombent malades, il est rare qu'ils puissent se permettre de recourir à la médecine conventionnelle.

Heureusement, El Salvador possède une longue tradition d'utilisation de médicaments d'origine végétale pour traiter certaines maladies. Dans les zones rurales surtout, où la diversité biologique est grande et qu'il existe une grande variété de plantes médicinales, les gens ont transmis d'une génération à l'autre leurs connaissances sur la culture et l'utilisation de ces plantes.

En 2002, les Amis de la Terre El Salvador ont créé à San Juan del Gozo une école de médecine naturelle, qui inclut un laboratoire et une pépinière, dans le but de promouvoir l'utilisation des plantes médicinales pour traiter les affections courantes telles que la diarrhée, la gastrite, les douleurs musculaires, les rhumatismes, les troubles digestifs et respiratoires et les maux de tête.

Ceux qui participent à la gestion de l'école ont maintenant un revenu régulier, et la santé de la population locale est en train de s'améliorer. L'objectif à long terme est de vendre les produits médicinaux, d'abord localement puis au niveau régional, une fois leur efficacité bien établie.



quatre comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté

gestion des ressources de base communautaire

De nombreuses initiatives sont déjà en cours, fondées sur l'établissement d'économies viables et sur le contrôle local des ressources. Au Ghana, les activités des femmes ont été diversifiées pour inclure l'élaboration de beurre de karité et le commerce de haricots et d'arachides avec d'autres régions ; les processus décisionnels traditionnels ont été revigorés à l'échelon communautaire (voir page 35). Au Chili, les populations autochtones de Pehuenche élaborent des projets de développement de base communautaire, dont un dispensaire et un entrepôt pour emmagasiner les pignons, destinés à améliorer leur niveau de vie (voir page 8).

Sur l'île d'Atauro (qui faisait partie autrefois du Timor-oriental), les gens ont décidé d'utiliser durablement leurs ressources et n'autorisent que les activités génératrices de revenus de faibles dimensions (voir page 37). Pour accroître leur autonomie, des communautés du Cameroun et de la Malaisie ont entrepris des initiatives de cartographie participative qui leur permettent de documenter l'importance que revêtent les ressources naturelles dans leurs stratégies de subsistance (voir pages 7 et 13). À El Salvador et au Paraguay, des communautés ont entrepris de donner un nouvel élan à la culture des plantes médicinales menacées par la perte de diversité biologique (voir ci-dessus et page 36).



l'autodétermination de la communauté sur l'île paradisiaque d'atauro [lee tan, australian conservation foundation / les amis de la terre australie]

Lorsque, en 1999, les Est-timorais ont voté à la majorité absolue leur indépendance de l'Indonésie, le régime militaire s'est vengé en tuant des milliers de personnes et en détruisant 90 % des infrastructures du pays. Cinq années plus tard, le Timor-oriental indépendant est encore l'une des nations les plus pauvres du monde et lutte pour répondre aux besoins urgents de la population et pour reconstruire les infrastructures essentielles grâce à l'aide étrangère et l'assistance au développement. Malgré les fortes pressions, le gouvernement s'est toujours opposé à accepter des prêts des institutions financières internationales.

Cette île de 105 kilomètres carrés, peuplée d'environ 8 000 personnes, est festonnée de récifs de corail qui attirent diverses espèces de poissons et d'animaux marins. Ses montagnes majestueuses descendent jusqu'aux plages bordées de palmiers que baignent les eaux tropicales chaudes.

La situation d'isolement d'Atauro et le mode de vie de ses habitants, centré sur la subsistance, ont permis à ces derniers de garder intactes leur culture, leurs traditions et leur autonomie. Les gens tiennent à ce que le développement aille de pair avec la protection de l'environnement et de la culture.

Des propositions de développements touristiques d'envergure ont poussé les habitants à prendre les choses en main : ils ont décidé d'utiliser les ressources de leur île de façon respectueuse de l'environnement et de préserver leur forte culture en n'autorisant que des activités génératrices de revenus mais de faibles dimensions, telles que l'écotourisme contrôlé par la communauté.

Leurs aspirations ont l'appui de ROLU, l'ONG d'Atauro, et l'assistance de plusieurs ONG de l'extérieur. ROLU a organisé des cours de formation et facilité les discussions sur des questions de développement pour que les communautés puissent prendre des décisions éclairées sur l'avenir de leur île. L'ONG a contribué aussi à mettre en oeuvre le projet d'écotourisme de Tua Koin, qui a eu du succès et apporté aux habitants des revenus supplémentaires et des moyens de vie durables.

Chaque aspect du projet de Tua Koin a été étudié pour minimiser les impacts sur l'écologie et maximiser les bénéfices pour la population. Les membres de la communauté bâtissent des huttes avec des matériaux locaux, recouvrant les toits d'un type de paille considérée par ailleurs comme une mauvaise herbe. Le linge est dessiné et cousu par les femmes de l'île. L'eau est recyclée et utilisée pour l'arrosage,

et des panneaux solaires fournissent l'électricité indispensable. Les salles de bain sont partagées, et les toilettes à compost fonctionnent sans eau, une ressource peu abondante sur l'île.

Les visiteurs, dont beaucoup viennent de l'île de Timor pour passer le week-end, sont informés du besoin de respecter les cultures et traditions locales. Le projet a créé des emplois qui étaient très nécessaires, et ouvert un nouveau marché pour la pêche et les produits locaux. Les profits obtenus ont été réinvestis pour améliorer les installations d'une école et d'un dispensaire locaux.

Les communautés d'Atauro sont très fières de leurs réalisations, qui ont attiré beaucoup d'intérêt dans le pays. Ce succès est la preuve évidente que les initiatives de base communautaire facilitent de la part des gens des lieux l'appropriation et le contrôle des projets comme celui-ci, leur assurant une viabilité de longue durée.

Huttes écologiques, toilettes à compost, palmiers utilisés par la population pour faire du vin de palme et une bibliothèque locale sur l'île d'Atauro, au Timor-oriental.





des solutions anciennes aux maux de tête actuels la promotion des plantes médicinales au paraguay [sobrevivencia / les amis de la terre paraguay]

La connaissance des plantes médicinales et de leurs applications a beaucoup d'importance au Paraguay. Les diverses cultures autochtones qui coexistent dans ce pays pratiquent encore la médecine traditionnelle ; les communautés rurales, et même les habitants des villes, utilisent les plantes médicinales pour traiter des maladies de toutes sortes. En outre, les plantes comestibles indigènes sont un élément important du régime des communautés rurales pauvres et contribuent à leur sécurité alimentaire.

Néanmoins, la population est devenue, au fil des ans, de plus en plus dépendante de la médecine conventionnelle, ce qui a mis en péril les coutumes, les traditions et l'utilisation des plantes médicinales. Le savoir local sur la diversité biologique et les pratiques agricoles s'est perdu en raison de la destruction généralisée de la forêt et de l'expansion de l'agriculture à grande échelle. Des plantes médicinales précieuses sont maintenant difficiles à trouver, à cause de la disparition de leurs écosystèmes naturels et de la cueillette excessive pratiquée dans les zones, de plus en plus restreintes, où elles

poussent encore spontanément.

“fermes écoles” pour les gens du pays

Les Amis de la Terre Paraguay ont créé deux “fermes écoles” dans les collines boisées de Los Altos. Elles permettent de tester et de mettre en oeuvre des méthodes de restauration et de conservation des écosystèmes, d'agriculture durable et de production non agricole, ainsi que de renforcer les capacités des habitants des villages de la région.

Les deux fermes possèdent des ‘pharmacies vivantes’, où l'on cultive des plantes médicinales indigènes et non indigènes utilisées par la phytothérapie traditionnelle, et où l'on donne des cours aux membres de la population. D'autre part, la communauté reçoit de l'assistance pour créer ou maintenir ses propres pharmacies vivantes, et pour restaurer et conserver les écosystèmes locaux où les plantes médicinales indigènes poussent naturellement.

Quelque 300 espèces de plantes médicinales sont maintenant cultivées dans

ces fermes, autour desquelles pousse un nombre encore indéterminé (en attendant la réalisation d'une étude botanique détaillée) d'espèces médicinales sauvages. La culture et l'utilisation de ces plantes et la conservation des écosystèmes où elles poussent ne cessent d'augmenter parmi les membres des communautés de Los Altos.

Le projet forestier communautaire des Amis de la Terre Paraguay a favorisé aussi la revitalisation de traditions et d'activités telles que la célébration du solstice d'hiver, qui s'accompagne de danses, de musique et de pantomimes autochtones, la sculpture de masques traditionnels et d'animaux sur des matériaux forestiers renouvelables, et des produits artisanaux faits d'argile, de matières tressées et de feuilles de palme.



construction de maisons de fond en comble [les amis de la terre maurice]

À Maurice, État insulaire de l'océan Indien, la pauvreté est aussi bien la cause que la conséquence de la dégradation de l'environnement. Elle force les gens à labourer les terres riveraines et à surexploiter la mer et d'autres ressources dans leur lutte désespérée pour survivre, accélérant ainsi l'épuisement des ressources naturelles.

La plupart des 35 000 habitants de l'île de Rodrigues, qui dépend de l'île Maurice, vivent de la pêche et de l'agriculture. Presque 40 pour cent de la population de l'île vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Traditionnellement, les

habitants du littoral ont toujours construit leurs maisons avec des blocs taillés dans les formations coralliennes qui longent les plages. Avec le temps, la côte en a été considérablement endommagée.

En 2002, le gouvernement de Maurice a abruptement interdit d'utiliser les coraux comme matériau de construction. Ainsi, la population appauvrie a été forcée de gagner sa vie autrement, par la vente d'objets artisanaux, la pêche et l'élevage. Néanmoins, ceux qui avaient passé leur vie à tailler des blocs de corail se sont opposés à changer de métier. Une ONG locale qui travaille à l'atténuation de la

pauvreté les a aidés, en installant dans la même ville un atelier de fabrication de blocs de basalte, pour former et employer ceux qui vivaient auparavant du corail. Le basalte étant abondant sur l'île, il est judicieux de le choisir comme matériel de construction de logements.

Le projet est considéré comme un succès : les formations coralliennes qui ont mis des millions d'années à se constituer sont protégées, et ceux qui en dépendaient le plus ont trouvé un moyen de subsistance de remplacement bien plus respectueux de l'environnement.





les communautés des mines de charbon écossaises recherchent la justice environnementale [les amis de la terre écosse]

Les résultats de recherches importantes récemment effectuées, publiés en mai 2005, montrent que les populations les plus pauvres de l'Écosse habitent le plus souvent près des lieux pollués par l'industrie, des terres abandonnées ou des fleuves dont l'eau est de mauvaise qualité. Cette étude financée par le gouvernement a conclu également que les personnes habitant les zones les plus défavorisées ont davantage de possibilités de respirer un air de mauvaise qualité que ceux qui habitent ailleurs. Dans les zones rurales, les carrières et les mines à ciel ouvert sont souvent situées à proximité des communautés les plus pauvres.

Une route publique utilisée par les cars de ramassage scolaire s'écroule, victime de l'avidité pour produire plus de charbon, à Lanarkshire, en Écosse.



© airbril & co. artbridge advertiser

Un exemple de cette injustice environnementale est la région des mines de charbon de Lanarkshire, en Écosse, connue depuis longtemps comme un lieu de pauvreté et d'oppression. La zone a subi l'abandon post-industriel et la dégradation de l'environnement. Les mines souterraines ont été fermées au cours des dernières années, mais un certain nombre de mines de charbon à ciel ouvert marquent encore le paysage et portent atteinte à la santé et au bien-être des populations locales. Elles offrent de moins en moins d'emplois ; cependant, trois demandes de concession sont en instance.

L'une d'entre elles, concernant une mine qui aurait endommagé une importante forêt ancienne plantée près du village de Douglas, a été retirée par suite des pressions des gens des lieux mais, une fois révisée, elle a été soumise à nouveau ; il s'agirait maintenant d'une mine plus profonde mais couvrant une étendue plus réduite. Les militants de la communauté, aidés par les Amis de la Terre Écosse, font campagne contre un autre plan qui consiste à élargir une mine existante, en

informations supplémentaires :

www.foe-scotland.org.uk/nation/ej.html

faisant valoir le fait qu'il faudrait effectuer auparavant une évaluation de l'impact sur l'environnement.

Heureusement, les gens de Lanarkshire ont une longue expérience de résistance, qui date de la révolution industrielle ; ils savent s'organiser au nom de la justice sociale et proposer des options de rechange. En 2003, quatre communautés rurales de la région de Lanarkshire ont constitué le Groupe pour un meilleur environnement, dans le but de défendre la santé et le bien-être économique et social de leurs habitants contre les menaces du développement non durable.

L'activité des militants communautaires et des Amis de la Terre Écosse a récemment réussi à influencer en faveur d'une révision de la politique de planification ; au cas où cette version révisée serait adoptée, elle découragerait toute nouvelle entreprise qui ne serait pas véritablement avantageuse pour les communautés locales.

quatre comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté

la lutte pour les droits environnementaux

La légitimation des droits environnementaux est indispensable pour les communautés du monde entier qui luttent pour protéger leurs moyens de vie et leurs écosystèmes contre les impacts de la mondialisation économique. L'un des droits environnementaux les plus nécessaires est celui d'accéder aux ressources naturelles qui permettent la survie et d'en avoir le contrôle : la terre, l'abri, la nourriture, l'eau et l'air. Les droits environnementaux comprennent aussi les droits politiques des peuples autochtones et d'autres collectivités telles que les pêcheurs et les agriculteurs ; le droit à l'information et à la participation à la prise de décisions ; la liberté d'opinion et d'expression ; le droit de résister à des initiatives de développement indésirables. Les Amis de la Terre International croient aussi au droit d'exiger réparation lorsque la destruction de l'environnement provoque le déplacement, au droit de réclamer le remboursement de la dette écologique et au droit à la justice environnementale.

Les droits environnementaux et, en particulier, les droits collectifs, sont essentiels pour les populations autochtones et tribales. Il y a au monde environ 370 millions d'autochtones, qui représentent à peu près 5 000 cultures différentes et vivent dans quelques-unes des régions les plus

biologiquement diverses de la planète. La plupart des indicateurs économiques et sociaux les classent parmi les plus pauvres du monde. Souvent, ils sont affligés de problèmes de santé, ont un accès limité aux services essentiels, subissent des conflits sociaux et sont obligés d'émigrer. Leurs langues, leurs cultures et leurs moyens de vie sont fréquemment menacés.

Pourtant, les peuples autochtones ont leurs propres points de vue sur le développement, fondés sur des principes d'interdépendance et d'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Ils ont aussi leur propre perception de la pauvreté et de la manière de la combattre. Par exemple, pour des peuples autochtones tels que les Ayoreo du Paraguay, l'un des indicateurs de richesse les plus importants est leur possibilité d'accès à la forêt et à ses ressources (voir page 38). Dans le cas des Katkari, un peuple autochtone des forêts de l'Inde, l'obtention de droits formels sur la terre leur a permis de retrouver une partie de leur ancienne autosuffisance économique (voir page 39).

Dans le monde industrialisé, il faut souvent partir de zéro pour créer une communauté durable. Mais dans beaucoup de pays du Sud, les communautés qui gèrent leurs propres ressources existent depuis des siècles ; pour elles, le défi consiste tout simplement à résister aux menaces de l'extérieur en revendiquant leurs droits environnementaux.



apprendre ce qu'est la pauvreté les ayoreo du paraguay sont forcés d'abandonner leur isolement [iniciativa amotocodie, paraguay]

Les Ayoreo étaient traditionnellement des chasseurs-cueilleurs nomades habitant la région boisée du Gran Chaco, au Paraguay. Ils chassaient le cochon sauvage, le fourmilier et le tatou, récoltaient du miel sauvage et plantaient dans la forêt.

Au cours des 60 dernières années, la plupart des Ayoreo ont été sédentarisés par les missionnaires, mais un groupe au moins s'oppose toujours à avoir du contact avec le monde extérieur. Or, les habitats de ces derniers Ayoreo non contactés sont maintenant menacés par les éleveurs qui défrichent la forêt pour la transformer en pâturages.

L'invasion du territoire des Ayoreo par la société environnante a provoqué d'énormes bouleversements dans leur culture et leur qualité de vie. La plupart des communautés ont été persuadées, sous des prétextes fallacieux, d'abandonner leur mode de vie basé sur la forêt, et ont fini par s'établir dans des hameaux. Ainsi, leurs moyens de subsistance traditionnels, la chasse et la cueillette, et leur coexistence exceptionnelle avec l'environnement

naturel ont été brusquement interrompus.

Avant leur colonisation, les Ayoreo n'avaient jamais été pauvres, car le milieu environnant satisfaisait tous leurs besoins. La pauvreté est apparue chez eux quand, forcés de s'adapter à un modèle économique non autochtone qui leur était étranger, ils ont dû se battre pour conserver un niveau de vie approprié. Aujourd'hui, de nombreux Ayoreo habitent dans la périphérie des zones urbaines, dans une situation extrêmement précaire. Ils travaillent comme journaliers sans sécurité aucune dans un marché du travail fortement restrictif. Beaucoup de jeunes Ayoreo n'éprouvent aucun espoir quant à leurs possibilités d'avenir.

Pour éradiquer la pauvreté chez les Ayoreo, il faudrait recréer l'espace et les conditions nécessaires pour qu'ils retrouvent le mode de vie collectif qui était le leur, en le combinant peut-être avec quelques nouvelles activités économiques de type 'occidental'. Cela ne pourra se faire qu'en leur restituant leurs territoires ancestraux et en reconnaissant

leur droit de les contrôler. Il faudra mettre en application les lois qui protègent leurs droits, leurs intérêts et leurs ressources traditionnelles. La Convention 169 de l'Organisation internationale du travail, qui reconnaît le développement et la préservation des identités culturelles et des modes d'organisation des minorités ethniques, sera un outil important pour la lutte des Ayoreo.

Iniciativa Amotocodie, fortement soutenue par Sobrevivencia / Les Amis de la Terre Paraguay, travaille pour la protection des droits des Ayoreo non contactés et pour l'intégrité de leur habitat. Cela ne sera possible que si les écosystèmes détériorés de ce peuple sont restaurés et protégés. La restauration environnementale est aussi une condition préalable à la viabilité future de la société de la région. En effet, les économies fondées sur la production et le commerce conventionnels sont incompatibles non seulement avec la culture des Ayoreo, fondée sur les ressources naturelles, mais avec l'avenir du Gran Chaco dans son ensemble.





les droits fonciers favorisent l'autonomie des karkari de l'inde [rainforest information centre, australie]

Les Karkari, peuple autochtone forestier de l'Inde, ont des connaissances impressionnantes concernant les poissons, les animaux, les oiseaux, les tubercules, les plantes sauvages, les fruits et les noix. Pendant les mois de l'été, les femmes karkari font sortir les crabes de leurs trous en frottant deux pierres pour imiter le bruit de l'averse. Ils sont d'experts pêcheurs, nageurs, plongeurs, archers, casseurs de pierres, bûcherons et charbonniers. Or, malgré ces compétences remarquables, les Karkari ont été soumis, des années durant, à l'exploitation systématique, aux préjugés raciaux, à la perte de leurs terres traditionnelles et à la pauvreté extrême.

La marginalisation et le faible statut social des tribus forestières autochtones de l'Inde date de l'époque coloniale. En tant que chasseurs-cueilleurs, les Karkari ont toujours dépendu des nourritures sauvages et des produits forestiers, mais ceux-ci sont devenus de plus en plus rares en raison de la déforestation et de la construction d'infrastructures. Leurs efforts pour améliorer leur approvisionnement en produits alimentaires au moyen de l'agriculture se sont heurtés à la forte limitation de leur accès à la terre.

Bien qu'ils soient installés dans la région depuis longtemps, l'État n'a jamais formellement reconnu la plupart de leurs terres traditionnelles, leur enlevant ainsi toute autonomie et les rendant vulnérables à l'invasion des promoteurs fonciers. La sécurité alimentaire est donc pour eux un problème sérieux, et beaucoup souffrent de malnutrition grave et de famine. D'après un recensement récent, 90 pour cent des familles Karkari vivent au-dessous du seuil de pauvreté, 90 pour cent habitent des huttes temporaires et 80 pour cent n'ont pas de terres.

rompre le cercle de la pauvreté

Le Centre australien d'information sur les forêts tropicales est en train de travailler en coopération avec l'Académie des sciences du développement (ADS), organisation indienne qui cherche à soulager les problèmes des communautés villageoises, pour essayer de rompre le cercle de la pauvreté et du manque de terres chez les Karkari.

Une partie essentielle de leur travail consiste à aider les Karkari à obtenir des droits fonciers formels. Des campements éducatifs ont été organisés dans une quarantaine de villages, pour donner des

informations de base sur les questions foncières ; cela a permis à des centaines de familles d'accéder à la propriété foncière légale. D'autre part, de plus en plus de familles karkari sans terre constituent des collectivités agricoles pour pouvoir mieux négocier des accords de fermage favorables.

Les familles karkari sont motivées pour cultiver leurs propres produits alimentaires, puisque les forêts sur lesquelles elles ont toujours compté sont en train de disparaître. Des semences produites par des agriculteurs d'autres régions leur ont été distribuées, pour qu'elles puissent planter leurs produits traditionnels, tels que le curcuma, l'igname "patte d'éléphant", l'okra, le guar, le dolic, le sésame, la citrouille, le melon amer, la patate douce, l'arachide, le concombre, la goyave et le piment. Les familles tirent un revenu supplémentaire de la vente de leurs excédents, ce qui augmente leur autonomie économique.

comment vous pouvez y contribuer :

Le Rainforest Information Centre a produit un film sur les Karkari, et reçoit des donations pour le projet Karkari à l'adresse : www.rainforestinfo.org.au/aboutthe.htm
#Donations





nouvelles capacités environnementales pour les jeunes femmes [les amis de la terre ghana]

Les Amis de la Terre Ghana pensent que la formation des jeunes femmes en matière de ressources naturelles est un moyen important de lutter contre la pauvreté et d'améliorer la durabilité de l'environnement. Au Ghana comme à bien d'autres endroits du monde, les processus décisionnels sur les ressources naturelles sont le monopole des hommes, bien que les femmes soient les plus affectées par la dégradation de l'environnement. Le projet des Amis de la Terre Ghana, mis en oeuvre en partenariat avec l'initiative Éducation, Démocratie et Développement de l'EPA des États-Unis, vise à améliorer les capacités des jeunes femmes pour

qu'elles fassent plus tard entendre leurs voix à propos des questions environnementales.

Les Amis de la Terre ont introduit un cours sur l'environnement dans deux écoles de filles situées à deux endroits défavorisés du point de vue environnemental : une communauté urbaine où l'hôpital déverse ses déchets dans une rivière, et un village de montagne menacé par le déboisement et les glissements de terrain. Les leçons ont porté sur des thèmes concernant l'environnement et les ressources naturelles, dont le changement climatique, la dégradation des terres, la diversité biologique, la santé

environnementale, la gestion des déchets, les énergies renouvelables, l'eau, l'assainissement et l'agriculture durable. Des films et des images ont été utilisés pour illustrer la dévastation de l'environnement et les alternatives possibles ; à l'avenir, les élèves utiliseront l'Internet pour se renseigner sur des questions environnementales locales, nationales et mondiales.

À ce jour, 125 jeunes femmes environ ont profité de ce projet ; on espère que leurs connaissances et leurs nouvelles compétences se répandront vers d'autres communautés ghanéennes.

quatre comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté

intégrer le genre aux stratégies pour l'éradication de la pauvreté

Les statistiques montrent que les femmes constituent la grande majorité des pauvres du monde, en raison du temps considérable qu'elles passent à effectuer des activités économiques non rémunérées. Les femmes des pays en développement travaillent de 60 à 90 heures par semaine. Elles fournissent les trois quarts des soins de santé. Plus de 75 % de la nourriture consommée en Afrique est produite par les femmes. La garde des enfants, le soin des parents, l'élevage des animaux domestiques et la culture du potager, le nettoyage de la maison et de la ferme, la cuisine, sont des activités essentiellement économiques qui ne sont pas officiellement reconnues dans le calcul du produit national brut d'un pays.

Les femmes ont des rapports spéciaux avec l'environnement. Dans beaucoup de communautés, elles sont responsables d'apporter l'eau et le bois de feu, et de cueillir les plantes médicinales et comestibles. Quand on met des obstacles à leur accès aux ressources naturelles locales, elles subissent d'énormes pressions pour pouvoir nourrir leurs familles et en prendre soin.

Lorsque la nourriture n'est pas abondante, les femmes sont les plus vulnérables à la malnutrition, car elles veillent à faire en sorte que les hommes et les enfants aient assez à manger. Bien souvent, les femmes sont exclues des processus décisionnels politiques et économiques, ce qui les conduit à la marginalisation et à l'appauvrissement.

Les Amis de la Terre International sont d'avis que les femmes doivent participer à toutes les étapes de l'éradication de la pauvreté et de la protection de l'environnement, depuis la définition et l'analyse des problèmes jusqu'au choix et à la mise en oeuvre des solutions. Heureusement, partout au monde apparaissent maintenant des projets qui placent les femmes au centre de la protection environnementale et économique et de la prise de décisions politiques. Les femmes de la région de la réserve de tigres de Periyar, en Inde, ont appris à conserver le bois de feu et à protéger le santal, un arbre de grande valeur, malgré le besoin qu'elles ont de nourrir leurs familles (voir page 41). Un projet des Amis de la Terre Ghana vise à éduquer les filles à propos des questions environnementales, pour qu'elles puissent échapper à la pauvreté et participer à la prise de décisions concernant les ressources naturelles (voir page 40).



des femmes gardes forestiers dans une réserve de tigres

[rainforest information centre, australie]

Le peuple tribal qui habite à l'intérieur et autour de la réserve de tigres de Periyar, en Inde, vivait autrefois de l'agriculture itinérante, de la chasse et de la pêche. Dans les années 1880, l'administration britannique élimina de force l'agriculture itinérante, qu'elle remplaça par des plantations de teck et d'autres espèces d'arbres à valeur commerciale. Les peuples tribaux furent obligés à se fixer à un seul endroit, et ils se tournèrent vers la récolte de bois de la forêt, qu'ils vendaient et utilisaient comme combustible. Les décennies passées depuis n'ont rien changé aux rapports des fonctionnaires forestiers avec les peuples tribaux, qui ont toujours été fondés sur une grande méfiance.

La réserve de tigres de Periyar est la région la plus biologiquement diverse de l'Inde. Elle possède des tigres, des léopards, des éléphants, des buffles, des sangliers, des écureuils géants, des singes et environ 470 espèces d'oiseaux. En 1996, dans le cadre d'un programme d'éco-développement de la réserve, les fonctionnaires forestiers se sont rendus dans les communautés locales pour discuter des conséquences de la récolte de bois dans la forêt voisine. "Nous savions que nos activités détruisaient la forêt, nous en avons vu les impacts de nos propres yeux, mais nous ne pouvions pas faire autrement, nous avions besoin de vivre", a dit l'une des femmes.

Les administrateurs du projet d'éco-développement savaient qu'ils avaient besoin du soutien des femmes de la région, et les femmes savaient qu'elles avaient besoin de protéger leur environnement pour survivre. Ainsi, des comités de résidents ont été mis en place, et aujourd'hui une centaine de femmes de 20 à 55 ans patrouillent la forêt à la recherche de bûcherons clandestins et de braconniers. "Maintenant, quand je vois quelqu'un

qui coupe ne serait-ce qu'un petit arbre vert, je me sens comme si on avait blessé mon propre enfant."

Aujourd'hui, les femmes utilisent le bois de feu avec beaucoup plus de modération, principalement pour chauffer de l'eau. Elles prêtent une attention particulière au santal, un arbre précieux et surexploité, qui donne une huile essentielle utilisée dans les cérémonies religieuses et pour faire des savonnets et des parfums. Leur travail n'a pas été facile, elles ont dû supporter les railleries des hommes et lutter contre leurs propres craintes et hésitations. Une femme qui est garde forestier depuis longtemps se rappelle avoir pensé : "Serai-je capable de le faire ? J'ai toujours eu peur des forêts et des animaux". Grâce à leur travail, les femmes sont maintenant plus respectées dans leurs communautés et elles sont davantage en contact avec la forêt qu'elles protègent.

vous pouvez y contribuer :

Le Centre d'information sur les forêts tropicales a organisé une collecte internationale pour acheter les uniformes et les imperméables que les femmes ont demandés. Pour y contribuer, visitez le site : www.rainforestinfo.org.au/projects/





combustion propre en argentine [protéger / les amis de la terre argentine]

Les Amis de la Terre Argentine sont enthousiastes à propos du biogaz, du fait surtout de la pénurie et du coût élevé du gaz naturel dans ce pays.

Le biogaz est une énergie générée à partir des déchets de l'activité humaine ou d'origine animale. Il a plusieurs avantages sur l'énergie dérivée du bois ou des combustibles fossiles : il détruit le méthane avant qu'il puisse contribuer au réchauffement de la planète ; il fournit un combustible propre pour les poêles et les

lampes ; il économise du travail, surtout pour les femmes qui, traditionnellement, se chargent de la récolte de bois ; il protège les forêts ; il diminue les troubles respiratoires provoqués par la fumée des feux de bois. Par-dessus tout, après un petit investissement initial requis pour l'achat d'un bio-digesteur, le système crée de l'énergie à partir des ordures.

En 2004, le groupe de Santa Fe des Amis de la Terre Argentine a installé un bio-digesteur dans le but d'être autosuffisant

en énergie. Le bureau fonctionne maintenant grâce à l'énergie produite par un mélange d'ordures ménagères, de feuilles et de sorgho. Le président du groupe, Eduardo Groppelli, est un pionnier du biogaz en Argentine ; il a installé dans la ville rurale d'Emilia un bio-digesteur qui fonctionne aux déchets organiques et qui dessert 800 familles. Son but est de prouver que les gens peuvent produire leur propre énergie, atténuant ainsi la pauvreté et réduisant la pression sur l'environnement.

quatre comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté

énergie renouvelable et justice climatique

Le changement climatique, la plus forte menace environnementale pour la planète, est déjà là. Les populations vulnérables de certains endroits du monde commencent à éprouver ses effets dévastateurs : l'augmentation de la désertification, la diminution de la production agricole, l'élévation du niveau de la mer, les vagues de chaleur et la pénurie d'eau.

Ceux qui subissent à présent les conséquences du changement climatique sont les habitants les plus démunis des régions les plus pauvres, c'est-à-dire ceux qui ont contribué le moins au problème. Le Groupe intergouvernemental sur le changement climatique a noté que "les petits états insulaires sont responsables de moins de 1 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais ils figurent parmi les endroits les plus vulnérables aux effets adverses potentiels du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer". Les émissions actuelles et passées de gaz à effet de serre des pays industrialisés ont dépassé de loin la part qui revenait à chacun d'eux. Les pays du G8, qui possèdent 13 pour cent de la

population du monde, sont responsables de 45 pour cent des émissions mondiales, et de 65 pour cent si l'on tient compte des émissions passées.

Les pays riches industrialisés sont ceux qui ont l'obligation de réduire le plus et le plus vite leurs émissions de gaz à effet de serre, et d'aider les pays pauvres à s'adapter aux impacts négatifs inéluctables du changement climatique, en leur apportant les ressources et les fonds nécessaires. Il est indispensable d'intégrer tout à fait les impacts du climat aux programmes et aux modèles de développement. Bien que l'égalité des genres reçoive très peu d'attention dans ce domaine, les femmes ont tendance à souffrir davantage du changement climatique, du fait qu'elles ont moins accès que les hommes à l'information formelle et aux infrastructures. Il est donc essentiel que les femmes, qui dépendent fortement de la terre et qui ont une connaissance profonde de l'agriculture locale, participent à la conception et à la mise en oeuvre des programmes d'adaptation.



sortir à vélo de la pauvreté [cesta / les amis de la terre el salvador]

Dans les années 1980, les personnes qui avaient des difficultés économiques à El Salvador avaient besoin urgent de solutions moins chères pour remplacer l'autobus et la voiture à essence ou diesel. En réponse, CESTA / Les Amis de la Terre El Salvador ont mis en place à San Salvador l'école et l'atelier EcoBici, pour fournir aux gens un moyen de transport abordable et respectueux de l'environnement. Au fil des années, 600 personnes environ ont suivi avec succès les cours de l'atelier, et beaucoup d'entre elles gagnent maintenant leur vie grâce à leur propre atelier de fabrication de bicyclettes.

Quelques années plus tard, les Amis de la Terre ont créé une école mobile à l'intention des enfants ruraux qui ne pouvaient pas assister à l'EcoBici parce qu'on avait besoin de leur travail chez eux. Le programme a réussi à diffuser l'utilisation de la bicyclette chez les jeunes, aussi bien dans les régions rurales que dans les zones urbaines.

Le projet est allé de succès en succès. Une bicyclette munie d'une brouette et un tricycle à 18 vitesses, qui peuvent porter un poids considérable, sont maintenant utilisés par des entreprises petites et moyennes pour vendre porte à porte des produits laitiers, des journaux et des

boissons. L'utilisation des bicitaxis, très populaires dans les endroits touristiques, est encouragée pour diminuer l'encombrement croissant des rues dans les villes. En outre, les bici-éboueurs du groupe ont rendu plus efficace le ramassage d'ordures et diminué la consommation de carburant.

Les Amis de la Terre El Salvador ont organisé aussi un atelier sur les technologies appropriées, qui encourage l'utilisation rationnelle de l'eau et de l'énergie par l'emploi de pompes à pédales, de poêles qui économisent le bois et de cuisinières solaires.



Certains petits états insulaires risquent d'être tout à fait anéantis : environ 7 millions d'habitants des 22 États insulaires du Pacifique sont sérieusement menacés par la montée du niveau de la mer. À mesure que de plus en plus de personnes verront leur terre natale devenir inhabitable au cours des prochaines décennies, le monde sera inondé de millions de "réfugiés environnementaux". Où iront ces personnes déplacées ? À l'heure actuelle, les réfugiés du climat ou de l'environnement n'ont pas de statut juridique. Or, leur nombre risque d'être impressionnant dans les prochaines années. L'un des principaux experts en la matière, Norman Myers, de l'université d'Oxford, dit qu'il pourrait y avoir, d'ici à 50 ans, 150 millions de réfugiés du climat, dont 75 millions au moins dans la région Asie-Pacifique. À ce jour, seule la Nouvelle-Zélande a accepté de recevoir les réfugiés de Tuvalu au cours des prochaines décennies.

Il faut travailler davantage à faciliter les initiatives locales et de base communautaire pour réduire les dégâts des événements météorologiques extrêmes. Il ne manque pas d'exemples pratiques des manières efficaces dont les communautés

peuvent se prémunir contre la pauvreté, la faim et le changement climatique : les banques de semences, la gestion de l'eau, le secours aux sinistrés, la protection contre les orages et les inondations, la conservation des forêts et des autres écosystèmes.

Beaucoup de régions possèdent un potentiel énorme d'énergies renouvelables qui, avec l'aide des gouvernements et le soutien actif des groupes communautaires, peuvent contribuer à lutter contre la pauvreté et à limiter la modification du climat. Si les deux milliards de personnes qui vivent maintenant dans l'obscurité avaient accès à l'électricité, elles pourraient subvenir à quelques-uns de leurs besoins les plus élémentaires et indispensables, tels que le stockage d'aliments, la cuisson, le chauffage et l'éclairage. Ce qu'il faut, c'est donner à ces régions l'accès à des sources d'énergie propres à un prix abordable, pour qu'elles puissent avoir ce qu'il leur faut sans se tourner vers l'énergie sale que tant d'autres ont choisie.



une communauté malaise éclaire le chemin à l'énergie renouvelable [les amis de la terre malaisie]

La communauté de Long Lawen, située dans la lointaine région malaise de Sarawak, est depuis 2002 le premier village malais continental qui subvient à tous ses besoins en électricité grâce à une combinaison d'énergie solaire et d'énergie hydroélectrique. Le succès de cette communauté de 70 familles à éviter l'utilisation de combustibles fossiles est particulièrement remarquable, étant donné qu'elle faisait partie auparavant d'un village inondé par le barrage controversé de Bakun qui avait provoqué le déplacement de 10 000 personnes appartenant à 13 villages.

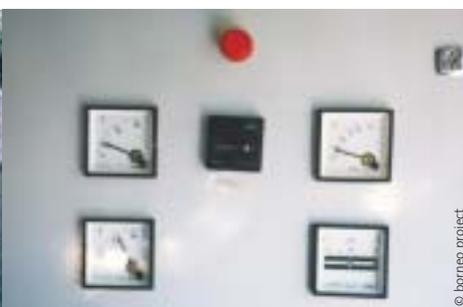
Au défi des plans de réinstallation imposés, la communauté a remonté le fleuve vers sa terre ancestrale. Avec l'aide financière, technique et administrative de l'ONG nord-américaine Green Empowerment et du Projet Bornéo, et l'assistance des Amis de la Terre Malaisie pour les travaux de construction, ils ont remplacé leur générateur au diesel par un micro-barrage hydroélectrique et une installation d'énergie solaire. En se servant des ruisseaux dont le débit suffisait à générer de l'électricité, la construction du barrage a été relativement peu coûteuse, elle a très peu perturbé le système hydrologique et n'a pas exigé un nouveau déplacement des

habitants. L'électricité ainsi générée a également permis à la communauté de développer de petites entreprises destinées à rapporter des revenus supplémentaires.

Le projet a eu tant de succès que des initiatives similaires ont été entreprises à d'autres endroits du Sabah et du Sarawak. Un village du Sabah utilise maintenant l'énergie solaire pour permettre à son école élémentaire d'accéder à l'Internet au milieu de la forêt. Un facteur-clé du succès de tous ces projets d'énergie renouvelable a été la participation des communautés, qui se sont attribuée la propriété de ces initiatives, de leur conception à leur réalisation.



© borneo project



© borneo project



© borneo project

quatre comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté

energía sustentable y justicia climática

Tout ceci exige des engagements politiques et du financement de la part des gouvernements de tous les pays, et un changement dans les priorités de la Banque mondiale et des autres organes de développement. Les institutions financières internationales et les agences de crédit à l'exportation doivent adopter des politiques qui élargissent les mesures disponibles sur les énergies renouvelables. En 2003, les projets de combustibles fossiles ont représenté 86 pour cent des dépenses de la Banque mondiale dans le domaine de l'énergie, tandis que le financement de projets d'énergies renouvelables n'a été que de 14 pour cent.

D'après l'Agence internationale de l'énergie, pour répondre à l'escalade de la demande il faudra investir environ 16 trillions USD en production et distribution d'énergie pendant les 30 prochaines années. L'enjeu est de faire en sorte que cet argent soit investi dans des énergies plus propres et renouvelables ; autrement, nous ne pourrions pas éviter que l'augmentation des émissions se poursuive pendant de longues années encore, déstabilisant notre climat jusqu'à un point catastrophique.

Les groupes des Amis de la Terre et les communautés avec lesquelles ils travaillent sont en train d'élaborer des projets d'énergie renouvelable dans beaucoup de pays. En Malaisie, la communauté de Long Lawen, au Sarawak, est devenue le premier village continental malais à subvenir à tous ses besoins en matière d'électricité grâce à l'énergie renouvelable (voir ci-dessus). À El Salvador, les Amis de la Terre ont créé des emplois et réduit la pollution en apprenant aux gens à construire des bicyclettes (voir page 43). En Argentine, le groupe de Santa Fe des Amis de la Terre a construit un bio-digesteur dans ses bureaux, qui fonctionnent maintenant à l'énergie renouvelable grâce à un mélange de déchets ménagers, de feuilles et de sorgho (voir page 42).



vers la souveraineté alimentaire sous la conduite des agriculteurs [Amérique latine]

“Movimiento Campesino a Campesino” est un mouvement pour l’agriculture durable qui, au cours des vingt dernières années, s’est répandu dans des villages du Mexique, de l’Amérique centrale, d’une partie de l’Amérique du Sud et des Caraïbes. Fondant leur travail sur des critères d’agro-écologie, de solidarité et d’innovation, les agriculteurs qui y participent utilisent des moyens simples, des semences et l’apprentissage des uns par les autres pour divulguer des pratiques agricoles durables. Les réseaux de plus en plus nombreux de divulgation du mouvement ont remporté des succès remarquables, augmentant la production,

revendiquant des terres et répandant les pratiques agro-écologiques chez des centaines de milliers de paysans pauvres dans les tropiques frappés par la sécheresse, dans les coteaux rongés par l’érosion et dans les frontières agricoles désolées de l’Amérique latine.

Le mouvement s’est répandu pratiquement sans aucune aide, et même malgré l’opposition, des gouvernements et des programmes multilatéraux de développement. Des ONG progressistes et des organisations d’agriculteurs l’ont soutenu en contribuant à former les paysans, à

organiser des ateliers conduits par des agriculteurs, des foires agro-écologiques et des visites réciproques des paysans entre eux, et à documenter les expériences recueillies. Le résultat est un mouvement de résistance à la transformation du sol, de l’eau et de la diversité génétique en produits commercialisables, qui dégrade l’écologie et détruit la société. Il s’agit également d’un mouvement de transformation sociale, qui vise à rendre les petits agriculteurs capables de déterminer leur propre voie, équitable et durable, vers le développement de l’agriculture.

quatre comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté

la souveraineté alimentaire et l’agriculture durable

Le système agricole actuel s’est avéré incapable d’assurer la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale dans le monde. Il est scandaleux que 826 millions de personnes, dont la majorité sont des femmes et des enfants, souffrent de faim et de malnutrition, alors que la nourriture que l’on produit à l’échelon mondial pourrait suffire à tous.

L’agriculture industrielle, qui applique des technologies coûteuses et parfois non vérifiées, se caractérise par la production à grande échelle en régime de monoculture et par l’application de fortes doses de pesticides et de fertilisants. Bien que ses défenseurs allèguent que les méthodes agricoles traditionnelles n’arrivent pas à produire un volume suffisant d’aliments, les recherches ont montré que cette production peut être considérablement accrue par des techniques agricoles respectueuses de l’environnement. Par exemple, une analyse effectuée sur presque 9 millions d’agriculteurs, qui avaient mis en oeuvre 208 projets séparés d’agriculture durable dans 52 pays, a trouvé “des augmentations substantielles de la production de céréales à l’hectare, en général de l’ordre de 50 à

100 pour cent et, dans certains cas, de 200 pour cent”. Dans le même sens, des études menées sur l’Uruguay ont montré que ce pays de 3 millions d’habitants pourrait produire des aliments pour 14 millions de personnes en utilisant des techniques agricoles durables.

Il est clair que nous devons changer de cap : l’agriculture doit se centrer sur la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et les diverses pratiques agricoles durables, plutôt que sur la production “efficace” destinée à un marché mondial de plus en plus compétitif. Les communautés, les pays et les gens devraient avoir le droit de décider quelles politiques adopter pour se procurer la quantité nécessaire de vivres à un prix abordable.

Les petits agriculteurs et leurs familles représentent à peu près la moitié de la population du monde qui vit dans la pauvreté extrême et souffre de la faim. Il est abondamment prouvé que l’adoption d’une démarche centrée sur l’application de pratiques et de techniques agricoles qui ont fait leurs preuves peut transformer les moyens de subsistance des paysans, augmenter



la protection des variétés locales pour l'agriculture familiale [redes/les amis de la terre uruguay]

En Uruguay, les politiques économiques néolibérales des dernières décennies ont imposé un modèle agricole qui favorise l'importation d'aliments plutôt que la production locale et nationale de vivres. Pour les fermes familiales, les effets ont été dévastateurs : les terres ont été achetées par de grandes entreprises et les agriculteurs ont perdu leurs moyens de vie, le tout aboutissant à une crise alimentaire de proportions jamais vues en Uruguay, où les enfants ont été les plus visiblement touchés.

L'une des conséquences de cette situation est la perte considérable de variétés qui constituent la base de la production vivrière à petite échelle, telles que les haricots blancs et d'autres produits

horticoles. Pour parer à ce problème, les Amis de la Terre Uruguay travaillent à l'heure actuelle, avec l'Association uruguayenne des agriculteurs organiques (APODU), à l'identification et la multiplication de variétés locales, et à la réintroduction de celles qui risquent de disparaître. Le programme comporte un élément urbain, qui comporte de distribuer des semences dans les jardins communautaires et d'informer le public sur l'importance écologique, économique et sociale des variétés locales et des systèmes de production agricole respectueux de l'environnement.

Simultanément, les Amis de la Terre Uruguay travaillent avec des alliés tels que les syndicats de travailleurs agricoles et le

Réseau d'organisations de femmes rurales de l'Uruguay à la promotion de politiques publiques qui visent à la souveraineté alimentaire. Ces politiques portent sur l'accès à la terre, le droit des petites fermes familiales de produire des denrées alimentaires, le marché national et les marchés locaux, les prix justes, l'accès à la nourriture et les droits des femmes. Plusieurs études qui ont été menées pour servir de base aux politiques proposées montrent que l'Uruguay, un pays de 3 millions d'habitants, a le potentiel de produire durablement des aliments pour presque cinq fois plus de personnes.

quatre comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté

soberanía alimentaria de los pueblos y agricultura sustentable

la sécurité alimentaire et réduire la malnutrition, tout en préservant l'environnement.

Beaucoup de communautés du monde entier dépendent fortement des méthodes agricoles traditionnelles et des connaissances autochtones, qui sont des éléments essentiels de toute agriculture durable. À beaucoup d'endroits soumis au stress environnemental, la disparition des espèces végétales locales et des variétés traditionnelles de semences a donné naissance à des efforts pour les préserver. En Uruguay, les paysans sont en train de protéger des espèces en péril d'extinction, dont le dénommé poroto de manteca, une variété locale du haricot blanc (voir page 46).



© Esteban



© simone and miguel lovera



© simone and miguel lovera

dette des 18 pays les plus fortement endettés à l'égard de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque africaine de développement. Or, cet accord ne concerne qu'un petit nombre des pays fortement endettés et n'inclut pas la dette à l'égard de la Banque interaméricaine de développement ni de la Banque asiatique de développement, qui sont les bailleurs de fonds les plus importants dans leurs régions respectives. D'autre part, l'allègement de la dette sera probablement financé par les budgets existants, ce qui veut dire que les montants qui seront attribués aux pays en développement seront prélevés sur l'aide qu'ils reçoivent. L'accord du G8 n'impose pas de conditions additionnelles, ce qui représente un changement remarquable par rapport aux initiatives antérieures. Cependant, les pays qui ont été choisis ont déjà mis en oeuvre les réformes économiques imposées par les institutions financières, souvent avec des résultats désastreux.

Les Amis de la Terre International se félicitent de cette initiative, qui a le mérite de reconnaître que l'allègement de la dette est non seulement nécessaire mais possible. Néanmoins, nous continuons de réclamer que la dette soit annulée à 100 pour cent, que cette mesure comprenne les dettes de tous les pays pauvres en situation de crise économique ou sociale à l'égard de toutes les institutions financières, et que les conditions d'ordre économique soient éliminées. Ceci est indispensable pour que les gens du Sud puissent reprendre en main les décisions économiques qui affectent leurs vies.

quatre comment les gens peuvent réussir à éradiquer la pauvreté

l'annulation de la dette extérieure et la reconnaissance de la dette écologique

La dette des pays pauvres à l'égard du FMI est de la Banque mondiale est écrasante, et empêche souvent ces pays d'investir dans des domaines aussi essentiels pour la population que l'éducation, la santé et les services environnementaux. Certains pays africains, par exemple, dépensent en moyenne 14 USD par personne et par an à servir les intérêts de leurs dettes, alors qu'ils ne consacrent que 5 USD par personne à la santé.

Les Amis de la Terre International et bien d'autres organisations luttent depuis de nombreuses années pour l'annulation inconditionnelle de toute la dette extérieure des pays pauvres à l'égard des pays riches et des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le FMI. Beaucoup de ces dettes ayant été contractées par des régimes dictatoriaux et criminels, elles devraient être considérées comme illégitimes. Aussi bien la dette que ceux qui ont participé à son accumulation doivent être examinés et jugés : le cri mondial pour l'annulation de la dette est aussi un appel à la justice.

En juin 2005, les gouvernements des pays les plus riches ont formellement convenu d'annuler au moins 40 milliards USD de la

Nous faisons campagne également pour la reconnaissance de la dette écologique que les pays du Nord ont accumulée à l'égard des pays du Sud pour avoir exploité le long des décennies les ressources naturelles de ces derniers. Les communautés affectées du Paraguay et de l'Argentine, par exemple, sont en train de demander aux institutions financières internationales de fournir une compensation et de porter remède aux perturbations environnementales et sociales provoquées par le grand barrage de Yacretá. À l'autre bout du monde, les Amis de la Terre Écosse établissent des alliances entre des communautés écossaises et des populations du Sud pour traiter du remboursement de la dette écologique.

Les études de cas présentées dans ce rapport ne sont qu'une goutte prélevée dans le flot des mesures alternatives et durables pour l'éradication de la pauvreté que les communautés sont en train d'appliquer dans le monde entier. Les Amis de la Terre International sont fermement persuadés que les initiatives de ce genre sont la réponse, non seulement pour les millions de personnes qui souffrent aujourd'hui de la faim et de la pauvreté, mais pour la survie environnementale de l'ensemble de la planète.

